

Numéro 1
Avril - Mai - Juin 2023

HOME

Magazine trimestriel panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier

CE MAGAZINE VOUS
EST OFFERT
—
THIS MAGAZINE
IS FREE

**La ZLECAf,
une opportunité pour
l'essor du secteur
immobilier Africain**

**Afrique de l'ouest
Des routes pour le
développement en
construction**

Interview

Halim FAÏDI

Architecte urbaniste et scénographe

**« Si l'on efface notre histoire,
nous n'existons plus... »**





Label de qualité



Home, le chaînon manquant

L'Afrique est résolument engagée à combler le fossé d'avec les autres continents sur le plan infrastructurel, de l'urbanisme et de la construction.

Dans nombre de pays africains, l'on voit une urbanisation intelligente se mettre en place à travers la construction des routes aux standards internationaux, des immeubles de haut standing, des infrastructures routières ou de transport, modernes. En somme, toute la charpente infrastructurelle en vue d'impulser le développement est mise en place.

Cela tend d'ailleurs à corroborer cette assertion chère à l'ancien président béninois, Thomas Boni YAYI, alors président de la Banque ouest africaine de

développement (BOAD) qui affirmait que «La route du développement passe par le développement de la route». Ainsi chaque année, de nouveaux chantiers sont programmés et budgétisés pour être réalisés dans l'intérêt général. Des réalisations qui, ont non seulement un impact sur l'urbanisation des villes mais constituent également un catalyseur pour l'économie. C'est dans le noble but d'accompagner cet engagement à bâtir l'Afrique de demain que Home Magazine a vu le jour. Il entend accompagner ces actions de développement des États africains, mais surtout servir de lien entre les différents acteurs du domaine des infrastructures, du bâtiment et des travaux publics en Afrique.



Innocent **BELEMTOUGRI**

Directeur Général Bitel Group

Home Magazine se positionne comme le partenaire sûr de tous car, il apporte une lecture nouvelle et instructive dans le domaine avec une équipe jeune, professionnelle, résolument engagée sur les questions de développement. Nous vous invitons à partager notre odyssée en téléchargeant gratuitement notre magazine sur notre site et à vous procurer gratuitement la version papier chaque 3 mois.

SOMMAIRE

INFRASTRUCTURES



- 6 **Afrique de l'ouest**
Des routes pour le développement en construction
- 15 **Infrastructures routières en Côte d'Ivoire:**
Les travaux du pont de Cocody ou 5ème pont d'Abidjan sont presque finis.
- 16 **Lomé**
Une nouvelle vie pour le marché d'Adawlato
- 20 **Corridor Abidjan - Lagos**
Une plus-value pour le tourisme et les échanges commerciaux entre pays africains
- 24 **Cotonou**
Bienvenue dans la cité des amazones et du cavalier
- 27 **Jean-Luc KONAN**
«Notre ambition est de bâtir un groupe financier et industriel panafricain de premier rang.»



IMMOBILIER

- 34 **LOGEMENTS SOCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST**
Une solution mais pas la panacée
- 38 **Joseph ZAGRÉ**
Nous travaillons à offrir des logements abordables, durables et de qualité.



TRIBUNE METIER

- 46 **Floriane AHOU**
« Les agences de placement de personnel ont aidé à résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre dans les entreprises de construction. »
- 50 **Salomon GANSORÉ**
« Le marché du faux plafond au Burkina est acceptable mais faible comparativement aux autres pays »



ARCHI

- 54 **L'architecture Kasséna, une curiosité écologique** pour touristes et nationaux
- 58 **Nébila Aristide BAZIÉ**
« L'architecture est une expression de la culture. Il est donc logique que la diversité de la culture africaine entraîne la diversité de son architecture. »
- 66 **Halim Faïdi**
« Si l'on efface notre histoire, nous n'existons plus, nous n'avons plus d'enracinement nous allons perdre toute la richesse de nos ancêtres et de notre origine »
- 74 **Francis Kéré, La fierté de l'Afrique..**



ÉCONOMIE

77 **LA ZLECAF**
une opportunité pour l'essor du secteur immobilier Africain

80 La nécessité de repenser le financement
des infrastructures en Afrique.

EVENT

81 **SEMAINE DE L'ARCHITECTE 2023**
Une fin remplie de distinctions et d'enseignements



Ce magazine est le vôtre !

il vous est offert par BITEL GROUP. Vous pouvez également recevoir la version numérique en vous connectant sur le site www.homemag.info

HOME, Le Magazine panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier
The Pan-African Magazine of Infrastructure, Housing and Real Estate
10 BP 524 Ouagadougou 10
Email : marketing@homemag.info
Tel : +226 70 20 24 66
www.homemag.info

Directeur de publication

Innocent BELEMTOUGRI

Rédacteur en Chef

Joël ZOUNDI

Secrétariat de Rédaction

Ouméïma ZOUNGRANA

Rédaction et Relecture

CSK Conseils

Conception Graphique & Réalisation

CSK Conseils

Editeur / Publisher

BITEL GROUP
editor@homemag.info

Régie/Advertising

BITEL GROUP
commercial@homemag.info

Distribution

BITEL GROUP

Impression/print

Africa Print

Tirage/printed copies

5000 exemplaires

Dépôt Légal

N° 2300/2021 du 20/Décembre 2021

HOME

Avril – Mai – Juin 2023

Pour toutes informations, contactez-nous :

☎ +226 70 20 24 66

✉ info@homemag.info



Afrique de l'ouest

Des routes pour le développement en construction.



Développer, c'est planifier. Pour 2023, les États comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso, ont programmé le renforcement de leurs réseaux routiers mais aussi la construction de plusieurs infrastructures.

Les États de l'Afrique au sud du Sahara ambitionnent de poursuivre les efforts dans la quête du développement. Cette ambition

se traduit dans les projets insérés dans les lois de finances 2023 de ces pays.

Côte d'Ivoire, 655 milliards pour une circulation fluide.

En Côte d'Ivoire, le budget exercice 2023 du ministère de l'Équipement et de l'entretien routier dirigé par Kouakou Amédé, dispose de la bagatelle de 655 milliards FCFA pour



pourcentage de réalisation qui porte sur l'installation du chantier, les travaux de déplacement de réseaux et le démarrage des travaux de construction de la ligne du métro. Le budget relatif aux travaux à exécuter en 2023 s'élève à 31,5 milliards FCFA sur fonds propres de l'Etat.

Ensuite, il y a le projet de construction du BRT Yopougon-Bingerville. A fin décembre 2023, le projet sera à 15% de taux d'exécution correspondant à l'installation du chantier et au démarrage des travaux de la section Yopougon – Adjamé. Le budget s'élève à 21 milliards FCFA dont 1 milliard pour l'Etat et 20 milliards FCFA pour IDA-AFD.

En plus, il y a la construction du BRT boulevard Latrille. Le BRT boulevard Latrille sera réalisé à 25% à fin 2023. Les travaux réalisés porteront sur l'installation du chantier, mais également sur les travaux de déplacement de réseaux et le démarrage des travaux des voies du BRT de Petro Ivoire (Cocody Angré) au carrefour Opéra (2 Plateaux Aghien).

Enfin, un autre chantier en cours qui va se poursuivre, c'est bien le déploiement de la

la mise en œuvre de son programme. Ceci, renseigne assez sur la volonté du président Alassane Ouattara de boucler son troisième mandat avec des réalisations d'envergure. Quatre grands projets illustrent ces grandes ambitions du gouvernement ivoirien. Il s'agit, tout d'abord, des travaux de construction du métro d'Abidjan. Ce projet sera à 20 % d'exécution à la fin de cette année. Un

SOTRA à Bouaké, Yamoussoukro, Korhogo et San-Pedro. En 2023, la SOTRA sera déployée dans deux villes de l'intérieur du pays que sont Korhogo et San-Pedro. Le budget au titre de l'année 2023 est de 10.792.000.000 FCFA sur financement de l'Etat.

Au titre de la sécurité routière, trois projets devront se poursuivre au-delà de 2023. Il y a le renouvellement du parc automobile. (En 2023, 500 véhicules seront acquis pour un coût de 3,5 milliards FCFA.) Il y a également la construction du centre moderne de permis de conduire d'Abidjan dans la zone de l'AEROCITE. Le centre de permis de conduire moderne d'Abidjan (code et conduite) dont le taux d'exécution à fin octobre 2022 était de 40% sera construit à 90% pour un coût de 1,2 milliards FCFA en PPP.

Le budget du ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement dirigé par Mansour Faye, en cours d'exécution, est arrêté à 925.078.513.903 FCFA en Autorisations d'engagement (AE) et 277.730.324.230 FCFA en crédits de paiement (CP). Il faut noter que ce budget a légèrement augmenté par rapport à l'année 2022 où le budget en autorisations d'engagement était de 905.622.236.852

FCFA et à 307.551.667.809 FCFA en crédits de paiement. Par programme, ce projet de budget est réparti comme suit : programme 2027 : Développement, Gestion et Entretien des infrastructures routières dont les crédits sont arrêtés à 419.772.060.300 FCFA en AE et à 181.819.668.752 FCFA en CP. Les crédits dudit programme sont répartis comme suit : dépenses de personnel : 114.415.000 FCFA en AE et en CP ; acquisitions de biens et services : 114 772 736 FCFA en AE et en CP ; transferts courants : 190.000.000 FCFA en AE et en CP ; investissements exécutés par l'État : 324.963.897.454 FCFA en AE et à 87.011.505.906 FCFA en CP ; transferts en capital : 94.388.975.110 FCFA en AE et en CP.

S'agissant de l'exercice 2023 du programme 2028 intitulé Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire les crédits dudit programme sont arrêtés à 295.414.971.490 FCFA en AE et à 62.414.971.490 FCFA en CP.

Par nature économique de dépenses, les crédits de paiement de ce programme sont répartis comme suit : acquisition de biens et services : 14 971 490 FCFA en AE et en CP ; transferts courants: 23 800.000.000 FCFA en AE et en CP ; investissements exécutés

par l'État : 253.350.000.000 FCFA en AE et 20.350.000.000 FCFA en CP ; transferts en capital : 18.250.000.000 FCFA en AE et en CP.



Des chantiers chers aux populations.

Le gouvernement sénégalais est attendu pour satisfaire aux attentes des citoyens sur beaucoup de projets. Plusieurs routes sont à réaliser notamment la construction de la route de Salikénié-Coumba Kara-Dabo pour désenclaver complètement la région de Kolda. Il y a aussi l'axe Sibassor-Diya-Ndiébe dans la commune de Kaola, le tronçon allant de Ounaré vers le Dandémayo (Zone agricole) de même que les routes sur les voies ceinturant le Lac de Guiers. L'aménagement d'une route entre Pout et AID, la réalisation du tronçon

Ndindy-Kairé Mbaye et de l'axe Taif-Sadio dans le département de Mbacké font partie intégrante de ce projet sans oublier l'axe Sandiniéry-Karantaba-Sarré Yaba. Ceci, dans le but de désenclaver le département de Goudomp. De nombreux autres tronçons, axes et routes sont à réaliser à savoir :

- Wadioul-Thiénaba-Ndiébel et Wadioul-Doune Mbacké, ainsi que l'élargissement de l'étroite route Wadioul/Gossas dans le département de Gossas
- Des routes Daara-Mbeuleukhé, Daara-YangYang et Mboula-Daara dans le département de Linguère
- l'axe Tamba-Djankémakha-Sadatou dans le département de Goudiry ; des routes de Ndiorno-Senoba, de Kolda-Sarré Guéoul et de Ndiorno-Kéréwane-Patta dans la région de Kolda ; de Koul-Touba et des voiries communales de Méouane, Pamball, Ngagne Diouf et NGayène dans le département de Tivaouane, ainsi que la route Gueum Yallah à Paoskoto, seule commune dans le département de Koumpentoum à ne disposer d'aucune route ou piste.



De même, il est attendu le bitumage des tronçons : Koumpentoum-FassGounass-KoutiabaWoloff-Payar, et Koumpentoum-Mérétou-Maka Coulibant. ; du tronçon Guéoul-Saré Dao ; de Tivaouane-Pamball et Ngaye-Pékesse-Thilmakha dans le département de Tivaouane ; de Malem

Hoddar-Darou Miname ; de Wadioul-Thiénéba-Ndiébel et Wadioul-Doune Mbacké dans le département de Gossas ; de l'axe Taif -Sadio-Gassane-Ranch Dolly pour désenclaver la zone Sud du Djoloff dans le département de Linguère ;

Des voies d'entrée de Touba et des tronçons comme Djilor-Sokone, Touba Kouta-Missirah, Touba Kouta-Keur Samba Guèye contribueront à la circulation des personnes et des biens dans ces localités, une fois qu'ils seront réalisés. La route Dolly-Gassane-Linguère, l'axe complémentaire Baba Garage-Dinguiraye dans le département de Bambèye, les axes Fatick -Ndella Cadior- Thiawlène et Djilas-Nguéniène et du tronçon Sam Yabal -Mbacké Cadior dans le département de Kébémér sont aussi pris en compte.

Aussi, attend-t-on la réhabilitation de routes dégradées ou impraticables comme les axes : Koumpentoum-Malème ; Niani-Koutiaba Wolof, Koumpentoum-Bamba Thialène-Kayène, Tivaouane -Mboro, des routes défectueuses de Tilène à Ziguinchor ainsi que du tronçon de 2km entre Tobor et Ziguinchor qui se détériore après chaque réhabilitation ; des routes défectueuses dans le département de Goudiry ; de la route menant vers la cité religieuse de Médina Baye à Kaolack ; de l'axe Fatick Niakhar ; de la route de Santhiaba Mandiack dans le département de Oussouye ; ainsi que la réhabilitation de Tally Mame Diarra dans la commune Diamaguène.

152 milliards FCFA pour matérialiser la volonté des autorités béninoises.

Le gouvernement du Bénin s'illustre depuis plusieurs années par des investissements conséquents dans le secteur des infrastructures de transport. En 2023, le département ministériel dirigé par Hervé Hêhomey bénéficie de 156 395 188 954 FCFA (246,7 millions USD) pour donner vie à des projets divers. Ce budget comporte une enveloppe de 4.304.684.954 FCFA prévue pour les dépenses de fonctionnement et constitue une augmentation de 0,45% du montant alloué à ce département en 2022. Donc plus de 150 milliards FCFA pour les réalisations. Cette tranche est destinée à engager ou poursuivre des chantiers d'infrastructures routières à travers le pays, notamment la construction, la réhabilitation, la mise à niveau de plusieurs axes en milieu urbain et rural. Les fonds serviront aussi à construire des ouvrages d'art, en l'occurrence des ponts pour faciliter le franchissement d'obstacles naturels au transport dans certaines régions. Une partie de l'enveloppe sera aussi consacrée à l'entretien de certaines routes.

Les grandes actions du projet de Budget exercice 2023

Modernisation des liaisons routières (Projets en cours)

- Aménagement et bitumage de la route Djougou-Péhunco-Kérou- Banikoara - 209,68 km (BN, BAD) ;
- Aménagement et bitumage d'une section de la route Bétérou-Tchaourou - 66,325 km (BN, BID) ;
- Réhabilitation et renforcement de la RNIE 2- Tronçon : Béroubouay-Kandi-Malanville – 177,20 km (BN, BID) ;
- Aménagement et bitumage de la RNIE 7-Tronçon Banikoara-Kérérou-Frontière Burkina Faso – 53,60 km (BN, BID) ;
- Reconstruction du Boulevard de la Marina ;
- Aménagement et bitumage de la rocade de Porto-Novo -section 1 : hôtel beau rivage-début cinquantenaire en 2x2 voies prenant en compte la rue des manguiers menant à l'Assemblée Nationale (9,55 km) ;
- Réhabilitation de la route Dassa-Savalou-Djougou (260 km) et bretelles (14,80 km) ;
- Reconstruction de la route Porto Novo-Akpro-Missérété (12,60 km) en 2x2 voies et aménagement et bitumage de la route Pobè- Adja Ouèrè-Ouinhi (22,80 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route des pêches (Phase 2) : Tronçon Adounko-Porte du Non-Retour (23 km) et aménagements connexes (Route de l'Esclave et corniche Est de Cotonou) ;
- Aménagement et bitumage de la route Ouèdo-Tori (15,5 km) ;
- Aménagement et bitumage des routes Misséssinto-Zinvié-Sèdjédénou-Zè (32 km) ; RNIE 1 (Cococodji)-Hêvié-Ouèdo (9,00 km) et Ouèdo-Calavi Kpota (12 km) ;
- Aménagement et bitumage des routes Agbangnizoun-Abomey (12,39 km), Abomey-Djidja (32 km) et Toffo-Lalo (38,5 km)
- Aménagement et bitumage du tronçon Guessou Sud-Fo bouré- Sinendé ;
- Aménagement et bitumage de la route Akpro Missérété – Pobè – Obèlè – Frontière du Nigéria (66,40 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route

Zian-lfangni-Igolo (13 km) ;

- Réhabilitation et renforcement de la RNIE 2 - Tronçon Dassa-Parakou ;
- Aménagement et bitumage de la route Wadon-Adjarra-Médédjounou-Porto/Novo et ses bretelles (18,5 km) ;

Construction d'ouvrages spécifiques pour faciliter la circulation des personnes et des biens

- Construction d'un second ouvrage de franchissement du bas-fond de Womey ;
- Construction d'un ouvrage sur l'axe Bopa (Djidjoun)-Allada (Lon Agonmè) (PK 0+650) ;
- Construction d'un ouvrage sur l'axe Tchi Ahomadégbé-Tchitto (PK 2+000) ;
- Construction d'un ouvrage sur l'axe Dassa-Soclogbo-Bètèkougou-Okpa-Igbodja (PK 31+200) ;
- Construction d'un pont sur le lac Toho au PK0+500 de la route Pahou-Tori.

Désenclavement des zones de production et des localités

- Travaux de réfection et d'entretien de pistes rurales et de routes en terre classées - Campagne 2022-2023 (BN).

Le programme comprend la réfection et le maintien en bon état de praticabilité, de 12 600 km de pistes rurales et 2 789 km de routes en terre classées.

Modernisation et extension du réseau routier (Projets au démarrage)

- Dédoublage de la route Sèmè-Porto Novo (10 km) et construction d'un nouveau pont en 2x2 voies ;
- Réhabilitation et renforcement de la RNIE 2 - Tronçon : Parakou-Béroubouay (142 km) ;
- Reconstruction en 2 x 2 voies de la RNIE 2 - Tronçon : Missessinto (Pharmacie Saint Georges) – Allada sur la RNIE2 ;
- Reconstruction du Pont sur le fleuve Djonou (Godomey) et réhabilitation des bretelles au bas de l'Échangeur de Godomey ;
- Aménagement et bitumage de la route Kota-Kouandé (43,5 km) ;
- Réhabilitation de la route N'Dali-Nikki-Tchicandou (77 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route Nikki-Kalalé (47,531 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route Guéné-Karimama (46,5 km) ;

- Aménagement et bitumage de la route Vakon-Avagbodji-Aguégoués (13,20 km) ;
- Réhabilitation de la route Porto-Novo-Avrankou-Igolo (27,441 km) ;
- Reconstruction en 2 x 2 voies de la RNIE 2 - Tronçon : Bohicon – Dassa ;
- Construction de l'échangeur de Vêdoko - 270 ml (BN, Japon).
- Aménagement et bitumage de la route Ouidah-Kpomassè (14 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route Bohicon-Tindji-Zakpota (18,7 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route Tiélé-Matéri (18,60 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route Tanguiéta-Cobly (35,125 km) ;
- Aménagement et bitumage des contre-allées sur le tronçon Godomey-Pahou-Ouidah (35,25 km) ;
- Aménagement et bitumage de la route Anséké-Ouèssè (21,631 km) ;
- Aménagement et bitumage de la voie d'accès à la caserne militaire d'Allada ;
- Réhabilitation des routes Aplahoué-Azovè-Abomey (47 km) et Dogbo-Azovè (19 km) ;
- Réhabilitation de la route Djougou-N'Dali (126,55 km) ;
- Réhabilitation de la route Djougou-Natitingou-Porga (185,20 km) ;
- Réhabilitation de la route Akpro Misséré-té-Dangbo-Adjohoun-Bonou-Ouinhi-Kpédékpo (89 km) ;
- Réhabilitation de la route Kandi-Banikoara (69,95 km) ;
- Réhabilitation de la route Djougou-Ouaké-Sèmèrè (50,688 km) ;
- Réhabilitation de la route Bohicon-Covè-Kpédékpo (49,556 km) ;
- Aménagement de la route Pénésoulou-Alédjo-Sèmèrè (44,36 km).
- Aménagement de 23 routes en terre et la construction de 26 ouvrages sur routes en terre, répartis sur tout le territoire national.

Infrastructures routières en Côte d'Ivoire: Les travaux du pont de Cocody ou 5ème pont d'Abidjan sont presque finis.



- ▶ Long de 1,5 kilomètre, l'ouvrage comprend un pont de 634 m dont 260 m à haubans enjambant le chenal de la Baie de Cocody, relie les communes de Cocody et du Plateau, deux échangeurs, leurs bretelles de liaison, les voies d'accès et l'adaptation des voies existantes.
- ▶ Il permettra d'améliorer la fluidité routière dans la capitale économique de la Côte d'Ivoire et verra circuler entre 29 000 à 35 000 véhicules par jour.
- ▶ Cette infrastructure dispose de gaines qui enregistrent un poids de 5 tonnes chacune, contrairement aux autres dans le monde qui généralement ont un poids de 800 kg. Ces dispositions ont été prises pour garantir tous les aspects sécuritaires.
- ▶ Ce sont, au total, 19 gaines dont 11 sur la partie principale qui passent sur la lagune et huit du côté de Cocody.
- ▶ Ces câbles sont dotés d'une haute technologie qui illuminera le pont et produira des lumières orange, blanc et vert (les couleurs du drapeau ivoirien) pendant les fêtes de l'indépendance.
- ▶ L'infrastructure n'est pas à péage.
- ▶ Les travaux du Pont de Cocody ou 5ème pont d'Abidjan ont été lancés le vendredi 22 mars 2019 par le Premier ministre, feu Amadou Gon Coulibaly. D'un montant de 77,5 milliards de F CFA.

Lomé

Une nouvelle vie pour le marché d'Adawlato.



Après dix années d'attente et d'espoir, vendeurs, acheteurs, citoyens togolais et étrangers ont vu enfin le démarrage des travaux de reconstruction du pôle commercial togolais que représente le grand marché de Lomé. Un atout considérable dans la promotion des échanges entre pays africains.

Le Grand Marché d'Adawlato ou Grand Marché de Lomé renaît de ses cendres. Après avoir subi les affres d'un incendie dévastateur en 2013, cet important pôle

commercial du Togo, situé en plein cœur de la capitale Lomé à environ 200 mètres de la capitale Lomé à environ 200 mètres du Boulevard de la République et de la Nationale 2 reliant le Ghana au Bénin en passant par le port de Lomé et en longeant le front de mer, est sur le point de subir une superbe transformation. Et ce n'est pas trop tôt. Car, en 2020, le gouvernement togolais avait procédé au lancement des travaux de reconstruction, par le biais de la ministre Zouréhatou Kassa-Traoré, avant de les suspendre pour cause de la pandémie de

Covid-19. Les mesures restrictives les ayant astreints à protéger la vie des travailleurs au détriment de cette reconstruction.

Les travaux de reconstruction du bâtiment central du Grand marché d'Adawlato s'inscrivent dans le cadre du Programme d'actions prioritaires du gouvernement togolais en matière d'infrastructures. L'édifice va réintégrer les commerçants de l'ancien bâtiment et accueillir de nouveaux services. Il est érigé sur une surface totale de 7500 m² avec une empreinte parcellaire de 150 m de longueur et 50 m de largeur. Le projet en cours prévoit un bâtiment à cinq niveaux (sous-sol, rez-de-chaussée et 3 étages), érigée sur les décombres de l'ancien marché. Le nouveau bâtiment sera un peu plus haut compte tenu de l'exiguïté de la surface de construction. Il sera aussi équipé, d'un sous-sol qui servira de parking et de locaux techniques, d'un rez-de-chaussée de distribution populaire, des locaux de sécurité, etc. En ce qui concerne les étages, le premier est réservé à la grande distribution, le deuxième servira de centre de négoce et le troisième pour les services et technologies. Le coût global des travaux est estimé à environ 22 milliards FCFA. Les travaux sont confiés au groupe

ivoirien Porteo BTP, pour une durée de 16 mois. À l'intérieur, plusieurs passerelles vont relier les différents niveaux du bâtiment.

Le bout du tunnel est proche

Les travaux avancent convenablement selon l'agenda retenu par le gouvernement. Lors d'une visite du chantier effectuée par le premier ministre du Togo, Victoire Tomégah-Dogbé, le jeudi 22 décembre 2022, il a été constaté que l'évolution des travaux est conforme au cahier des charges de l'entrepreneur. Pour le Directeur général de Sara Consult, Sani Traoré Foussemi, les travaux avancent bien depuis le démarrage effectif du chantier en mai 2022. Bien que satisfaite, le chef du gouvernement togolais a appelé l'entreprise en charge de la reconstruction à accélérer les travaux.

Vers des échanges commerciaux accrus

La reconstruction du grand marché de Lomé constitue une excellente opportunité d'accroissement des activités commerciales au sein de cet important pôle commercial et économique pour le Togo. En effet, le nouveau bâtiment apportera plus d'espaces et accueillera donc bien plus d'acteurs économiques qui viendront s'ajouter à ceux

déjà sur place pour offrir plus de produits aux usagers. Avec environ 1800 boutiques qui seront disponibles à la fin des travaux, un regain d'activités est à entrevoir dans ce marché qui est une référence en Afrique de l'ouest.

Un apport quantitatif et qualitatif à la Zlecaf .

La reconstruction du grand marché de Lomé est une excellente nouvelle pour la promotion des échanges intra-africains en l'occurrence la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Autant sur le plan qualitatif que sur celui quantitatif, l'Afrique et notamment les pays d'Afrique de l'ouest en sortiront gagnants. En effet, les conditions de dédouanement des marchandises importées au Togo sont un peu plus flexibles que dans plusieurs pays de l'Afrique de l'ouest. Ainsi donc, les revendeurs des pays de l'Afrique de l'ouest pourront affluer davantage pour s'approvisionner en produits divers dans le grand marché de Lomé et les revendre dans leurs pays avec des bénéfices certains et surtout à des prix défiant la concurrence.

Aussi, la reconstruction du grand marché de Lomé verra évoluer le nombre de vendeurs. Ce qui ouvrira un large éventail de choix

aux revendeurs de produits divers avec les vendeurs du grand marché de Lomé car plus l'offre est grande, plus les prix seront bas. Ainsi donc, plus il y aura de vendeurs, plus les acheteurs auront le choix.

Le grand marché de Lomé est sans nul doute un outil important de la réussite de la Zlecaf. En tant que pôle commercial et économique d'envergure, il symbolise la densification des échanges commerciaux en Afrique de l'ouest. Quand on considère la proximité du Togo avec le Ghana, le Bénin et la Côte d'Ivoire, sans oublier le Burkina-Faso, il est clair que la reconstruction du grand marché de Lomé est un atout majeur dans le développement économique de la sous-région.



Le Magazine panafricain
The PanAfrican Magazine

HOME

MAGAZINE

Your passport for investment
in infrastructure, housing and
real estate in Africa

Votre passeport pour l'investissement
dans les infrastructures, l'habitat
et l'immobilier en Afrique



+226 70202466

info@homemag.info

www.homemag.info



HOME Magazine

Corridor Abidjan - Lagos

Une plus-value pour le tourisme et les échanges commerciaux entre pays africains.



Le corridor Abidjan-Lagos, long de 1.081 kilomètres, est l'un des principaux projets de connexion par la route de cinq pays d'Afrique de l'Ouest à savoir la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigéria. C'est aussi le projet d'infrastructure le plus important en Afrique de l'Ouest financé par la Banque africaine de développement (BAD), selon son président,

le nigérian Dr Akinwunmi A. Adesina. Trois tronçons sont notamment prévus pour la construction de cette autoroute à deux fois trois voies : Abidjan (Côte d'Ivoire) - Takoradi (Ghana), 295 km ; Takoradi (Ghana) - Akanu (Ghana), 466 km et Noepe (Togo)- Cotonou (Bénin)- Lagos (Nigeria), 320 km. Huit postes frontaliers seront également construits sur le corridor,

apprend-t-on de la Banque basée à Abidjan. Au total, 15,6 milliards de dollars ont été mobilisés pour ce projet majeur qui sera exécuté sur une période de 4 à 6 ans.

Au Togo, les travaux de réhabilitation de la nationale N°2 Lomé-Aného, inscrits dans le cadre de ce corridor sous-régional, étaient à un taux d'exécution estimé de 20 à 27% en Mai 2022, aux dires de Mme Victoire Tomégah-Dogbé, premier ministre du Togo.

Un moteur pour l'économie et le tourisme.

L'importance stratégique de ce projet n'est plus à démontrer. L'axe Abidjan-Lagos

concentre

près de 75 % des activités commerciales de l'Afrique de l'Ouest.

Le secteur des transports représente 5 à 8% du

produit intérieur brut de la région et joue un rôle essentiel dans le développement économique et la création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes. L'autoroute Abidjan-Lagos figure parmi les

16 projets du Plan d'action prioritaire du Programme continental de l'Union africaine pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) dont la Banque africaine de développement assure la mise en œuvre. C'est également une priorité dans le cadre de la nouvelle Vision 2050 de la CEDEAO qui, entre autres objectifs, vise à « faire de la CEDEAO une région économique pleinement intégrée et interconnectée ».

L'autoroute Abidjan-Lagos est un tronçon de la côtière transfrontalière Dakar - Abidjan - Lagos. Elle aura donc un impact direct sur 14 des 16 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie,

Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo). Elle viendra compléter le corridor Enugu-Bamenda, qui relie le Sud-est du

Nigéria en Afrique de l'Ouest au sud-ouest du Cameroun, en Afrique centrale. Cette autoroute, longue de 443 kilomètres et dont le coût s'élève à 430 millions de dollars environ, bénéficie d'un financement de la

“ L'axe Abidjan-Lagos concentre près de 75 % des activités commerciales de l'Afrique de l'Ouest. ”

Banque africaine de développement et est en phase de finalisation.

Ce corridor intégrateur, reliera les villes et ports les plus dynamiques sur le plan économique et les agglomérations les plus densément peuplées d'Afrique de l'Ouest (Lagos, Abidjan, Accra, Cotonou et Lomé).

Il permettra aussi de densifier les échanges et l'intégration en Afrique de l'Ouest, notamment en offrant un accès portuaire maritime aux pays enclavés (Burkina Faso, Mali, Niger et

Tchad) grâce à sa jonction avec d'autres corridors le long de l'axe Nord-Sud. L'autoroute Abidjan-Lagos permettra de dynamiser les transports (routes, voies ferrées, ports et aéroports) de l'Afrique de l'Ouest et

contribuera à accélérer la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale

africaine (ZLECAf), un des plus grands marchés mondiaux avec 1,3 milliard de consommateurs et un PIB combiné d'environ 3000 milliards de dollars.

Un outil de développement économique en Afrique de l'ouest.

Le corridor Abidjan-Lomé est un réel outil de développement économique de la sous-région ouest africaine. Une fois réalisée, cette infrastructure routière, facilitera

la mobilité des biens et des personnes au sein de la sous-région et même au-delà. En effet, de la Côte d'Ivoire au Ghana en passant par le Nigéria, le Bénin, le Burkina Faso et le Togo, les échanges entre Etats africains vont se décupler

avec la facilité de la mobilité. Ainsi donc, le corridor Abidjan-Lomé va fluidifier les

Le corridor Abidjan-Lagos apportera par ailleurs une plus-value aux entreprises de la sous-région notamment dans les secteurs du transport, du tourisme et de l'hôtellerie, entre autres.



transports au sein de l'Afrique au sud du Sahara.

Le corridor Abidjan-Lagos apportera par ailleurs une plus-value aux entreprises de la sous-région notamment dans les secteurs du transport, du tourisme et de l'hôtellerie, entre autres. Quand on sait que ces secteurs font partie de ceux qui ont été les plus touchés par la crise économique liée à la pandémie de Covid-19, il apparaît clairement que la réalisation de ce corridor viendra relancer l'économie des pays concernés. Ainsi, plusieurs entreprises de transport, tourisme et hôtellerie vont naître pour s'ajouter à celles existantes. Mieux, des activités connexes seront aussi créées et vont prospérer le long du corridor Abidjan-Lagos. Des vendeurs de services GSM aux vulcanisateurs en passant par les mécaniciens, vendeurs ambulants et autres,

d'innombrables emplois autant formels qu'informels verront le jour et auront un fort impact sur l'économie de l'Afrique de l'ouest et le bien-être des populations

Enfin, le corridor Abidjan-Lagos apportera le développement dans toutes les localités qu'il traversera. Non seulement les riverains profiteront des activités économiques qui seront créées mais ces localités se verront valorisées. En effet, dès qu'une localité bénéficie d'infrastructures notamment routières en Afrique de l'ouest, la terre prend de la valeur ainsi que les logements et autres services.

Au-delà donc de faciliter la circulation des personnes et des biens ; le corridor Abidjan-Lagos, se révèle être un outil de développement.

Cotonou

Bienvenue dans la cité des amazones et du cavalier.

Depuis cinq ans, Cotonou s'embellit. Avenues, boulevards, espaces verts et autres statues érigées depuis peu, donnent à la capitale économique du Bénin, une fière allure.



L'ancien ministre sénégalais de la culture, le chanteur Youssou N'DOUR s'extasiait, à sa descente d'avion en janvier dernier, face au changement qu'a connu Cotonou. C'est le sentiment partagé par tout étranger mais aussi par les autochtones.

Déjà à l'aéroport Bernadin Cardinal Gantin, le changement saute à l'oeil. Un tarmac agrandi, adapté aux normes internationales et pouvant accueillir tout type d'avion. Hall de départ et d'arrivée relooké parking auto réaménagé complètent ce decor féerique.

Dans cet environnement huppé, trône fièrement la statue de Bio Guerra, intrépide cavalier qui a combattu le colonisateur. Haute de 10 mètres et pesant 13 tonnes, cette oeuvre en acier reposant sur du béton et revêtue de fonte prouve l'attachement du peuple béninois à la défense des causes nobles que sont sa liberté et sa souveraineté. C'est aussi le symbole de la témérité, de la dignité et de l'Intégrité.



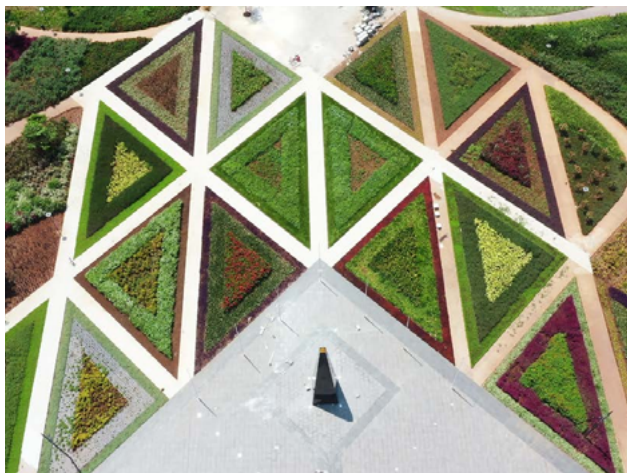
L'émerveillement se poursuit avec la transformation du Boulevard de la Marina. Bordé de lampadaires et de terre-plains verdis, il offre une fluidité de trafic aux usagers et riverains avec ses multiples couloirs de circulation. «... De l'ex-hôtel Marina, jusqu'au centre international des Conférences, nous passons à 2x3 voies, 06 couloirs de circulation. Et du Centre international des conférences jusqu'à l'hôtel Ibis, nous passons à 03 voies côté mer c'est-à-dire côté sud et 04 voies côté nord. Cela fait 07 couloirs de cir-

culatation. Et maintenant, à partir de l'hôtel Ibis sur un linéaire de 03 kilomètres jusqu'à la direction générale du Port autonome de Cotonou, nous passons à 02 x 04 voies, donc 08 couloirs de circulation. Cette route a deux

vocations : Desservir le trafic portuaire et assurer la desserte urbaine ». La succession d'hôtels et de bâtiments de haut standing aux architectures les plus innovantes, apporte également une touche de charme que viennent parfaire la statue de l'amazone, le Jardin de Mathieu qui abrite le Monument aux dévoués.

La statue de l'Amazone

Érigée pour honorer et célébrer toutes les braves femmes d'hier et d'aujourd'hui, elle est une structure métallique revêtue de bronze haute de 30 mètres et pesant 150 tonnes. Elle relate l'épopée glorieuse des amazones du royaume du Dahomey et est une source d'inspiration pour les générations actuelles et celles à venir. Elle jouxte le palais de la Marina et est érigée sur l'esplanade de l'Amazone qui se veut un espace touristique aménagé et offrant aux visiteurs des aires de détente.



Monument aux Dévoués et le Jardin de Mathieu

Présenté comme “un écrin de verdure dans la ville de Cotonou”, il est un espace très attractif qui offre des possibilités de promenade en plein air. Il est construit sur

l'emplacement de la résidence de fonction de l'ancien président du Bénin, le Général Mathieu Kérékou. Il abrite le Monument aux Dévoués, qui est désormais le lieu sacré pour les hommages de la République à ses filles et fils tombés pour la Patrie.

Haut de 15 mètres hors sol, l'obélisque qui pèse 17 tonnes est réalisé en acier galvanisé surmonté d'un pyramidion recouvert d'une feuille couleur or. Il repose sur un socle en béton armé et est revêtu de 3 centimètres d'épaisseur de granite noir bien poli. Sa base renvoie à l'image des morts ancrés sous terre tandis que, sa verticalité fait référence à leurs âmes s'élevant vers le ciel.

A ces réalisations, il faut ajouter l'immense projet de “ La Route des Pêches”. Épine dorsale de ce projet, le tronçon reliant Cotonou à Ouidah, long de 40 kilomètres, est un ouvrage routier dont la réalisation, bien que n'étant pas terminée, a déjà un impact visuel important sur l'environnement. Les travaux confortatifs offrent un joli spectacle la nuit avec le chapelet de restaurants et d'espaces de détente érigés, tout son long.

Jean-Luc KONAN

Fondateur et PDG du Groupe COFINA
Dealer Principal Caterpillar en Afrique de l'Ouest

« Notre ambition est de bâtir un groupe financier et industriel panafricain de premier rang. »



Depuis octobre 2022, le Réseau JA DELMAS, concessionnaire Caterpillar en Afrique de l'Ouest, spécialisé dans les domaines de la construction, des mines et de l'énergie, est placé sous la direction d'un consortium mené par Monsieur Jean-Luc KONAN, Fondateur et CEO du Groupe COFINA.

À travers cette interview, il nous parlera de cette transaction, des perspectives et des opportunités d'investissement en Afrique.

Pouvez-vous nous en dire plus sur cette transaction ?

La société Delmas Investissements et Participations (DIP) ainsi que la famille Delmas ont signé un accord de cession de leurs activités de concessionnaire Caterpillar, comprenant l'entité JA Delmas et le Réseau de sociétés africaines assurant la vente et l'après-vente dans 11 pays d'Afrique de l'Ouest. Cet accord a été conclu avec un consortium que j'ai eu l'honneur de diriger.

À l'issue de cette transaction, j'ai été désigné par Caterpillar «Dealer Principal» pour la région.

Nous prenons ainsi les rênes d'un groupe qui emploie plus de 2 400 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 800 millions d'euros, avec une représentation de la marque Cat depuis 90 ans.

Cette transaction découle de l'évolution du marché et d'un processus stratégique visant à mettre en oeuvre un plan de transformation pour une gouvernance ancrée sur le continent africain.

Quel est l'état d'esprit du nouveau manager de ce conglomérat que vous êtes ?

Cet investissement est une grande source de fierté, car il représente un projet

impactant et de grande envergure que nous portons pour l'Afrique. Nous souhaitons participer activement et durablement au développement de l'économie régionale en poursuivant la transformation du concessionnaire. Avec l'équipe de direction actuelle qui est intégrée à la nouvelle organisation, nous comptons faire évoluer l'entreprise vers une société de services à forte valeur ajoutée, encore plus proche de ses Clients.

Il s'agit d'une fabuleuse opportunité d'offrir de nouvelles solutions afin de permettre aux PME de notre région de promouvoir et de financer des projets d'envergure.

Des changements en perspective ? Si oui, lesquels ?

Tout d'abord, nous avons entrepris un travail de recherche pour définir un nouvel ADN et l'identité que nous souhaitons donner à notre Réseau. Notre ambition est de renforcer notre culture d'entreprise et, par conséquent, notre marque, en exploitant toutes les synergies possibles entre nos entités. Dans cette optique, nous envisageons très prochainement d'adopter un nouveau nom pour le groupe.

Nous avons également pour ambition de pérenniser et d'accroître la performance de Caterpillar dans la zone. L'un des axes



consistera à déployer des infrastructures de maintenance, y compris un nouveau Centre de Reconditionnement de Composants (CRC) de classe mondiale à Dakar, mobilisant 17M€ d'investissement afin de donner plusieurs vies aux machines Cat. Nous ambitionnons de disposer de 1 000 techniciens certifiés Cat pour nos besoins en propre et prévoyons également de mettre notre Academy au service de tous les acteurs de notre industrie.

Notre approche vise davantage une évolution progressive mais certaine qu'une révolution soudaine. Notre héritage est solide et restera les fondations de notre développement.

Nous mettons en place une méthodologie globale de gestion du changement afin de façonner la concession pour les décennies à venir. Nous reconnaissons l'évolution de l'écosystème commercial, avec des exigences supplémentaires en matière de contenu local à prendre en compte dans notre stratégie commerciale. De même,

notre proposition de valeur pour les PME comprend des solutions de financement sur mesure. Ces nombreux acteurs émergents rencontrent des difficultés de financement de leur croissance avec les solutions de crédit classique ; là où le groupe COFINA a su développer des solutions ayant déjà permis la réussite de plusieurs centaines de projets, autour d'entrepreneurs engagés.

Quelle est votre point de vue sur l'évolution des infrastructures, de l'habitat, de l'immobilier et de l'architecture en Afrique en général ?

La région connaît une croissance importante des investissements dans les infrastructures, avec des gouvernements et des acteurs privés qui s'engagent dans des projets d'envergure, tels que la construction de routes, de ponts, de ports, de centres commerciaux, ainsi que de complexes résidentiels et industriels. Cette augmentation des investissements crée une demande croissante d'équipements de construction et de machinerie lourde, ce qui représente d'excellentes opportunités pour notre entreprise en tant que concessionnaire Caterpillar.

Nous sommes ravis de pouvoir participer à ces projets d'envergure, d'établir des partenariats stratégiques, de promouvoir le développement durable et d'accompagner ces multiples entrepreneurs dans

leurs besoins de service après-vente ; leur permettant de se concentrer sur leur core business. Les matériels de terrassement Cat sont des investissements lourds nécessitant une disponibilité permanente. Pour cela, nous avons accéléré nos investissements de support, avec plus de 20 M€ d'investissements réalisés l'an dernier ; ainsi que de nos stocks de pièces de rechange. Je suis heureux de vous annoncer que nous venons de franchir le seuil des 100 Millions d'Euro de pièces CATERPILLAR disponibles dans nos magasins centraux de la région mais également au plus près des besoins avec plus 20 stocks directement mis à dispositions sur vos chantiers. Ces actions vont renforcer notre position sur le marché et contribuer activement au développement de la région. Nous sommes déterminés à fournir des solutions de qualité, des conseils techniques adaptés et un support continu pour garantir le succès de ces projets d'infrastructures. En travaillant en étroite collaboration avec nos partenaires et en mettant l'accent sur le développement durable, nous allons contribuer à façonner un avenir prometteur pour la région en matière d'infrastructures, d'habitat et de développement économique.

Quel rôle le nouveau groupe pourrait jouer dans cette évolution sous votre leadership ?

Notre ambition est de bâtir un groupe financier et industriel panafricain de premier rang et ainsi de participer activement et durablement au développement économique de notre continent. Et ce, en assurant aux PME, entrepreneurs (es) et particuliers un meilleur accès au financement. Mais aussi, en soutenant le développement de l'économie régionale au travers de la fourniture d'équipements industriels performants ; accompagnée de multiples solutions d'après-vente.

Quels sont les impacts de la Guerre en Ukraine, l'insécurité en Afrique de l'Ouest et la crise financière mondiale sur vos objectifs initiaux, au moment où prenez les rênes du Réseau JAD ? Des craintes ?

Nous avons été confrontés à des fluctuations importantes des taux de change et à une inflation rarement observée depuis plusieurs décennies. Cela s'est directement reflété dans nos coûts d'importation d'équipements et de pièces. Nous avons dû faire face à des défis économiques considérables en raison de ces facteurs externes.

De plus, l'instabilité dans certains territoires où nous opérons a entraîné une perturbation

de notre chaîne d'approvisionnement et sur nos activités, avec une suspension d'investissements et de projets de nos Clients qui ont eu un fort impact sur nos activités.

Malgré ces défis, nous avons su faire preuve de résilience. Nous avons adapté notre stratégie et nos opérations pour faire face à ces conditions difficiles et avons réussi à atteindre des performances supérieures à nos objectifs sur de nombreux plans.

En réalité, nos équipes ont battu tous les records de volume, et de rentabilité. L'élément le plus spectaculaire est la croissance de la satisfaction de nos Clients laquelle atteint les niveaux des meilleurs acteurs du marché mondial.

Quelles sont les perspectives à court et moyen terme du Groupe ? Des synergies possibles entre ce consortium et votre groupe financier COFINA ?

Nous restons convaincus que le secteur financier a son rôle à jouer pour accompagner plus efficacement la classe moyenne émergente africaine, plus spécifiquement les PME, et leur permettre de renforcer leur participation au développement des infrastructures.

Fort de son positionnement comme leader de la mésofinance, le Groupe COFINA

apportera des solutions de financement innovantes à nos Clients jusque-là dans l'incapacité de s'offrir nos produits et services, ce qui nous permettra d'être plus compétitifs face à la concurrence sur certains segments.

En tant que modèle de réussite, leader pour la jeunesse africaine, en quelques mots, comment entrevoyez-vous l'avenir de ce continent ?

L'Afrique est une terre propice à l'entrepreneuriat, offrant un marché en croissance continue, des ressources naturelles abondantes, des progrès technologiques et des réformes de plus en plus favorables aux affaires.

La jeunesse est la plus grande richesse de ce continent. Elle est de plus en plus éduquée et possède une mentalité audacieuse, créative et innovante, prête à relever les défis et à saisir les opportunités pour créer des entreprises prospères.

Toutefois, il est essentiel de faire preuve de résilience face aux obstacles qui se présentent, de prendre le temps d'apprendre auprès de nos anciens, nos nombreux sachants qui consacrent un part de plus en plus importante dans le mentoring de nos jeunes recrues, lesquelles

INFRASTRUCTURES

représentent environ 200 personnes tous les ans.

Quel message pour ceux qui hésitent à investir en Afrique ?

L'Afrique est l'une des régions du monde affichant les taux de croissance économique les plus rapides. Investir en Afrique vous offre l'opportunité de bénéficier d'une belle dynamique de croissance et de réaliser des rendements attractifs à long terme.

Nous avons plus d'un milliard de consommateurs potentiels et une classe moyenne en croissance rapide. Cela crée un marché en expansion pour les produits et les services, offrant des perspectives d'augmentation des revenus et des bénéfices.

À votre avis, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est-elle une réelle opportunité pour les entreprises africaines ?

LA ZLECAf offre de réelles opportunités pour les entreprises africaines.

Le regroupement de 54 pays africains, crée un marché élargi de plus de 1,3 milliard de consommateurs potentiels et ouvre l'accès à de nouveaux marchés au sein du continent.

Elle permet la création de chaînes de valeur régionales plus solides, à une meilleure utilisation des ressources et à une spécialisation économique accrue.

VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

>>> VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT® POUR VOUS ACCOMPAGNER SUR TOUS VOS PROJETS :

ÉNERGIE
MINES
CONSTRUCTION &
INFRASTRUCTURES

+ 50 000^{m2}
d'Installations

Un Réseau de
+ 2 000
Collaborateurs

2 Centres de
Reconditionnement
de Composants

1 Centre
de Formation
Régional

+ 1 600
Modèles suivis

Un parc actif de
23 000
Équipements



LET'S DO THE WORK.™

2022 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, la couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillement commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

WWW.ADELWAS.COM

Copyright Adelwas - 2022

Cependant, sa réussite dépendra de la mise en oeuvre effective des accords et de la résolution des défis tels que l'harmonisation des réglementations commerciales, la facilitation des échanges et la connectivité infrastructurelle.

Que souhaiter de plus à Monsieur Jean-Luc Konan, entrepreneur à succès ?

Me souhaiter de conserver la passion qui m'anime dans toutes mes entreprises. Cette passion est le moteur qui me pousse à continuer, à évoluer et à me surpasser auprès de tous ces hommes et femmes avec qui je partage ces belles aventures.

Ensemble, nous contribuons activement au développement économique de l'Afrique. En croyant fermement en son potentiel, nous voulons jouer un rôle clé dans sa croissance en favorisant la création d'emplois et en soutenant les initiatives entrepreneuriales qui stimulent l'économie africaine.

L'innovation est un élément essentiel pour nous. Nous repoussons les limites en développant de nouvelles idées, technologies ou produits révolutionnaires. Notre objectif est de changer la donne sur le marché et d'avoir un impact significatif en offrant des solutions novatrices à forte valeur ajoutée.

Enfin, nous aspirons à aller au-delà de la réussite financière en mettant l'accent sur la responsabilité sociale et environnementale en Afrique. Nous voulons ainsi soutenir des causes qui me tiennent à coeur et contribuer positivement au bien-être de la société et de l'environnement africains.

TELECHARGER
GRATUITEMENT
VOTRE MAGAZINE NUMERIQUE
www.homemag.info



www.homemag.info
info@homemag.info
+226 70202466

DOWNLOAD
FREE
YOUR DIGITAL MAGAZINE
www.homemag.info



LOGEMENTS SOCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST

Une solution mais pas la panacée

Construire des logements sociaux ou économiques au profit des populations. Ceci semble être la solution trouvée par de nombreux gouvernements africains. Cependant, bien de couacs font douter de la justesse de cette panacée.

La construction des logements sociaux ou économiques par les gouvernements des pays africains répond à la volonté d'offrir à leurs populations des cadres de vie décents et sains, respectant la dignité humaine. C'est également le souci de mettre à leur disposition des logements adaptés aux besoins des ménages à faibles revenus, de combler le déficit en logements au regard de la dynamique démographique et urbaine mais aussi de faire disparaître les bidonvilles qui enlaidissent les villes.

Ainsi, l'on note dans les différents programmes de développement des projets portant sur la construction de milliers de logements sociaux au profit des populations démunies. Au Sénégal, l'État souhaite non seulement offrir des abris décents à ses populations mais il s'est aussi donné comme objectif de supprimer les bidonvilles d'ici l'an 2035. Pour ce faire, il a initié un programme quinquenal de construction de 100.000 logements sociaux. En Côte d'Ivoire, l'agenda présidentiel prévoit de construire sur la période 2021-2025, 150.000 logements. Au Bénin, le Programme d'actions gouvernementales 2016-2021 prévoyait l'érection de 20.000 logements.

Autant de programmes de logements sociaux que de pays donc! Des initiatives qui, sommes toutes, expriment la volonté des gouvernants d'oeuvrer au bien-être de leurs mandants. Toutefois, cette initiative qui semble être une panacée au problème de logement, a montré ses limites sous plusieurs aspects.

Les limites d'une panacée

Les problèmes liés aux différents programmes de logements sociaux et économiques sont quasiment les mêmes dans tous les pays africains. Le premier, dont découlent les autres, est le prix de cession. Généralement, les États s'associent aux opérateurs privés dans l'exécution desdits programmes. Très souvent, la recherche du gain l'emporte sur l'objectif initial qui est de permettre aux populations à revenus faibles, d'avoir un cadre de vie adéquat. Dès lors, ces dernières sont pénalisées face au prix élevé de cession au profit de gens nantis qui en achètent à foison pour ensuite les mettre en bail. Parfois, ce sont les hauts cadres de l'administration qui en acquièrent sous des prête-noms. L'État a beau plafonner les coûts de cession, ces maisons restent hors de la portée du pouvoir d'achat des petits ménages.



Certains promoteurs définissent d'entrée le type de clientèle à laquelle, ils souhaitent vendre leurs constructions. C'est le cas en Côte d'Ivoire avec le promoteur saoudien qui érige "Riyad City" avec plus de 4000 logements. Comme acquéreurs, il veut des ivoiriens de la diaspora vivant au Canada, aux Etats-Unis etc. Ce qui disqualifie d'entrée les autochtones.

Face à tous ces couacs qui détournent ces nobles projets de leur objectif premier, l'Etat qui est le garant constitutionnel du logement des populations se doit de repenser sa politique tout en déployant des garde-fous qui permettent aux destinataires légitimes de pouvoir en bénéficier.

CE MAGAZINE VOUS
EST OFFERT

THIS MAGAZINE
IS FREE



Boostez votre visibilité auprès de notre audience engagée en réservant dès maintenant votre espace publicitaire dans Home magazine.

Boost your visibility to our engaged audience by booking your advertising space in Home magazine now.



www.homemag.info



commercial@homemag.info
+226 70202466

Joseph ZAGRÉ

Administrateur Général du GROUPE KASTOR AFRICA

« Nous travaillons à offrir des logements abordables, durables et de qualité. »



Présent au Burkina Faso et en Côte d'ivoire, Le GROUPE KASTOR AFRICA se veut être la solution aux problèmes d'infrastructures routières et la construction de logements en Afrique.

Interview avec Joseph ZAGRÉ Administrateur Général du GROUPE KASTOR AFRICA

Merci de nous présenter Le groupe Kastor.

Le GROUPE KASTOR AFRICA, est une société de Bâtiments et Travaux Publics, de promotion immobilière et foncière dont les principales activités portent sur l'aménagement des sites, la construction et la commercialisation des logements collectifs et individuels.

Notre détermination est de poser le socle du développement durable à travers les projets routiers, le service hydraulique et mobilier, la construction de bâtiments et le service de promotion immobilière.

Le GROUPE KASTOR AFRICA se tient comme une solution aux problèmes d'infrastructures routières et la construction de logements en Afrique.

Nous travaillons sur des valeurs qui nous sont chères telles que l'innovation, l'excellence, la fiabilité, l'accessibilité et la transformation du capital humain.

Notre vision panafricaine se résume en cette assertion : UN TOIT POUR TOUS

Qu'est-ce que votre groupe Kastor apporte comme innovation dans ce milieu très concurrentiel?

Nous travaillons à offrir des logements abordables, durables et de qualité, en

mettant en avant des points innovants essentiels notamment sur les technologies de construction écologique, les technologies de réalité virtuelle, et les solutions de gestion de projet en ligne.

Sur les technologies de construction écologique, nous travaillons à mettre un système de toit verts, rendre nos logements autonomes en énergie par des technologies nouvelles associées dans le but de construire des bâtiments respectueux de l'environnement tout en réduisant les coûts d'exploitation.

Parlant de technologies de réalité virtuelle, nous présentons les maquettes virtuelles de nos projets aux acheteurs potentiels, ce qui aide à réduire les coûts de commercialisation et à accélérer le processus de vente.

Quant aux solutions de gestion de projet en ligne, cela nous aide à gérer les projets à distance, en permettant une collaboration et une communication efficace entre les différents partenaires. Le digital est un outil que nous intégrons dans toutes nos approches.

Nous croyons que ces innovations peuvent aider à relever les défis du secteur de l'immobilier pour les populations africaines.

Les pays ou vous êtes implantés ?

Nous sommes implantés au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Nos principaux projets sont « ESPOIR City », « ECO City » et la « Cité de l'intégration ».

Notre vision est panafricaine et nous comptons bien étendre nos limites.

Quelle appréciation faites-vous du développement des villes africaines ? Des infrastructures, de l'habitat et de l'immobilier en Afrique ?

Le développement des villes africaines est galopant, offrant de nombreuses opportunités de développement économique et social. Cependant ce développement rapide et souvent désorganisé peut entraîner des défis majeurs tels que la pauvreté, l'exclusion sociale, l'insécurité...

En ce qui concerne les infrastructures, l'Afrique a connu une amélioration significative ces dernières années, avec des investissements massifs dans des projets d'infrastructures tels que les routes, les ponts, les chemins de fer, les aéroports et les ports. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour rattraper le retard en matière d'infrastructures par rapport à d'autres régions du monde. Il faut améliorer

l'efficacité et la qualité des services publics et faciliter l'accès aux zones rurales.

Concernant l'habitat et l'immobilier, la demande de logements est croissante mais la qualité et la durabilité sont souvent médiocres causant des risques pour la sécurité et la santé des occupants. Il est essentiel de promouvoir des pratiques de construction durables et respectueuses de l'environnement en renforçant les normes de construction et de sécurité des bâtiments.

Quel est l'apport de votre groupe dans ce processus ?

Nous travaillons au sein de Groupe Kastor Africa à promouvoir un développement urbain durable et inclusif en Afrique. Nous sommes impliqués dans des projets de développement d'infrastructures, de logements abordables, de services de base, tels que les centres de santé, etc.

Nous travaillons au renforcement de notre résilience urbaine face aux défis environnementaux et sociaux et notre participation citoyenne au développement.

Comment voyez-vous l'avenir de la promotion immobilière en Afrique ?

L'avenir de la promotion immobilière en Afrique est prometteur, avec des perspectives de croissance et d'innovation. La demande

de logements et d'infrastructures est croissante et offre ainsi de nombreuses opportunités d'investissement et de développement dans le secteur de l'immobilier.

Cependant, il est essentiel de promouvoir une approche durable et inclusive de la promotion immobilière afin de maximiser les avantages de la croissance urbaine et répondre aux besoins des populations. Il faut mettre l'accent sur des pratiques de construction respectueuses de l'environnement, une planification urbaine intégrée qui prend en compte les besoins des communautés locales et les défis environnementaux.

Un autre atout est l'innovation technologique peut jouer un rôle important.

Comment appréciez-vous l'évolution des infrastructures, de l'habitat, de l'immobilier et de l'architecture en Afrique en général ?

Il y a eu des progrès significatifs ces dernières années en Afrique en termes d'infrastructure, avec une augmentation des investissements dans les routes, les ponts, les aéroports, les ports, les chemins de fer et les réseaux d'énergie et de télécommunications contribuant à améliorer la connectivité et la

mobilité dans de nombreuses régions. Tout ceci stimule la croissance économique et la création d'emplois. L'urbanisation rapide a entraîné une forte demande de logements. On a observé aussi une tendance à la fusion des styles traditionnels et modernes en architecture.

Quel rôle le groupe Kastor pourrait jouer dans cette évolution sous votre leadership ?

En tant que société spécialisée dans la promotion immobilière et la construction le groupe Kastor Africa joue un rôle important dans l'évolution des infrastructures, de l'habitat, de l'immobilier.

Sous mon leadership, nous allons contribuer à améliorer la qualité de vie des populations africaines en développant des projets immobiliers innovants, durables et accessibles.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements locaux et les partenaires du secteur pour développer des projets de logements abordables pour les populations les plus vulnérables.

Nous investissons dans des projets de centres commerciaux, de centres de formations et des centres de loisirs polyvalents et aussi dans la formation et développement

des talents afin d'offrir des opportunités d'emploi pour la jeunesse africaine.

Notre slogan est « Bâtir l'excellence » et nous y travaillons au quotidien.

Quels sont les impacts de la Guerre en Ukraine, l'insécurité en Afrique de l'Ouest et la crise financière mondiale sur vos objectifs initiaux ?

Elles ont toutes des impacts significatifs sur nos activités. Elles entraînent une réduction de l'investissement, une diminution de la demande et une augmentation des coûts, nuisant ainsi nos objectifs. La Guerre en Ukraine a entraîné une augmentation des coûts de l'énergie et des matières impactant sur les coûts de production. L'insécurité en Afrique de l'Ouest nuit aux investissements dans la région, affectant les projets immobiliers et la construction. La crise financière mondiale a un impact négatif faisant qu'il ne soit pas toujours aisé d'obtenir des lignes de crédits.

Toutes ces difficultés n'entravent en rien notre détermination à nous battre pour une Afrique meilleure.

Quelles sont les perspectives à court et moyen terme du Groupe ?

Nous voulons étendre nos activités dans les secteurs de la construction, de l'immobilier

et de l'énergie en Afrique, en se concentrant sur des projets durables et innovants. Nous diversifions nos sources de revenus en explorant de nouvelles opportunités d'investissement et de partenariats avec des entreprises locales et internationales.

Nous réfléchissons à des technologies nouvelles pour mieux planifier, concevoir et exécuter nos projets.

Nous explorons de nouveaux marchés en Afrique, en fonction des opportunités d'investissement. Nous allons aussi renforcer notre responsabilité sociale et environnementale en adoptant des pratiques durables en nous engageant auprès des communautés locales afin d'améliorer leurs conditions de vie.

Notre slogan est « Bâtir l'excellence » et nous y travaillons au quotidien.

En tant que modèle de réussite, leader pour la jeunesse africaine, en quelques mot, comment entrevoyez-vous l'avenir de ce continent ?

C'est un peu prétentieux de dire que je suis un modèle de réussite, j'essaie juste d'apporter ma pierre à la construction de l'édifice et de notre cher continent africain dont nous pouvons être optimiste quant à son avenir. Nous possédons des ressources

naturelles abondantes, une population jeune et dynamique.

De plus en plus de pays africains investissent dans l'éducation, la santé, les infrastructures et l'innovation technologique, ce qui va sans doute stimuler la croissance économique et le développement à long terme.

L'Afrique doit continuer à travailler pour améliorer la gouvernance, renforcer la stabilité politique et encourager l'investissement.

L'avenir de l'Afrique dépendra de la capacité de ses dirigeants, des entreprises, des communautés et des citoyens à travailler ensemble pour construire un avenir prospère et durable pour tous.

J'invite la jeunesse à prendre ses responsabilités, en changeant de mentalité défaitiste en celle de gagnateur. Elle doit aussi s'adapter aux différentes évolutions et à la mondialisation afin de positionner notre continent au-devant de la scène mondiale. La fédération des forces et énergies, les investissements de la diaspora, dont je suis un cas d'école, permettra de donner ce nouvel élan positif de développement à l'Afrique.

Quel message pour ceux qui hésitent à investir en Afrique ?

Mon message pour ceux qui hésitent à investir en Afrique est de considérer les nombreux avantages et opportunités que le continent offre.

En investissant en Afrique, les investisseurs ont la possibilité de participer à la construction de l'avenir de ce continent en pleine croissance, de contribuer à la création d'emplois, et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Il y a des risques associés à tout investissement, mais cela ne devrait pas dissuader les investisseurs de considérer l'Afrique comme une destination potentielle pour leurs investissements. Il faut juste mettre en place des stratégies solides et durables.

Nous sommes un continent en pleine évolution et expansion continue, avec un potentiel économique important. Les investisseurs qui ont une vision lointaine et la détermination de réussir peuvent contribuer à façonner l'avenir de l'Afrique tout en réalisant des rendements financiers intéressants.

J'ai la ferme conviction que d'ici 50 ans l'Afrique va nourrir le monde.



A votre avis, la ZLECAF est-elle une réelle opportunité pour les entreprises africaines ?

La ZLECAF peut offrir de nombreuses opportunités aux entreprises africaines en créant un marché plus large et plus intégré, les permettant d'accéder à de nouveaux marchés, de bénéficier et de la réduction des coûts de production. Elle peut aider les entreprises africaines à mieux concurrencer les entreprises étrangères en créant des avantages concurrentiels. Par contre Les entreprises doivent être en mesure de s'adapter aux différences culturelles, linguistiques et commerciales dans les différents pays africains. Il est tout de même important d'améliorer beaucoup d'aspects pour que cette zone de libre échange panafricaine ait un réel impact et pour une opportunité incontestable.

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes entrepreneurs africains?

Il faut avoir une vision claire et ambitieuse, en se fixant des objectifs ambitieux tout en

travaillant de manière à les atteindre.

Il faut être résilient et persévérant et très discipliné. Il y aura à coup sûr des obstacles sur le chemin mais il faudra les surmonter et continuer à avancer, même en cas d'échec. Apprendre des échecs car ils font partie de l'apprentissage de l'entrepreneuriat

Vous devez vous entourer de personnes compétentes et expérimentées.

Il faut chercher constamment de nouvelles idées et de nouvelles approches car l'innovation est la clé de la réussite de l'entrepreneuriat. Il ne faut pas oublier d'associer la technologie qui est un outil puissant pour l'entrepreneuriat pour aller plus vite.







Les entreprises qui réussissent à long terme sont celles qui sont fidèles à leurs valeurs et à leur mission.

L'entrepreneuriat est un marathon et non une course de vitesse, alors il faut être très patient et persévérant.



NOUS BÂTISSONS DES VILLES NOUVELLES



-  Construction Immobilière
-  Vente et location
-  Travaux Routiers
-  Promotion Immobilière
-  Gestion Immobilière
-  Bâtiments et Travaux Publics

GROUPE KASTOR AFRICA

Le Groupe Kastor Africa, est une société de BTP, de promotion immobilière et foncière dont les principales activités portent sur l'aménagement des sites, la construction et la commercialisation des logements collectifs et individuels.

Le Groupe Kastor Africa se tient comme une solution aux problèmes d'infrastructures routières et la construction de logements en Afrique. Nous travaillons sur des valeurs qui nous sont chères telles que l'innovation, l'excellence, la fiabilité, l'accessibilité et la transformation du capital humain.

Notre vision panafricaine se résume ainsi: "UN TOIT POUR TOUS"

Nous réalisons de grands projets de villes nouvelles dont "Espoir City", "Eco City" et la "Cité de l'intégration", respectivement au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire.



Siège Social Burkina Faso:

Ouaga 2000 non loin du camp
Baba Sy - 11 Boîte Postale 1883
Ouagadougou CMS- TEL : +226
25 65 40 05/67 41 42 42

Siège Social Côte d'Ivoire:

Abidjan-Cocody-Riviera M'badon,
non loin de l'Ambassade de Chine
et de l'Université UIPA - 08 BP
2292 Abidjan - Tél: +225 27 24 31
06 05 / 07 01 21 21 21

Bâtir l'Excellence!

Site Web: www.kastorafrica.com



Floriane AHOU

Consultante en solutions RH

« Les agences de placement de personnel ont aidé à résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre dans les entreprises de construction. »



Le secteur de la construction et du BTP occupe une place de choix dans la relance économique de plusieurs pays africains. Ce rôle contraint les entreprises de BTP et assimilés à faire face à la nécessité d'une sélection et d'un suivi rigoureux des ressources humaines. Le déploiement efficace et efficient du capital humain

devient absolument indissociable de la réussite de leurs projets. D'où l'importance des agences de placement. Quels sont les contours de ce métier et son utilité dans les BTP ? Voici des explications obtenues au cours d'un entretien avec Floriane Ahou, spécialiste de la question.

Quelle plus-value une agence de placement de personnel apporte-t-elle dans la chaîne de construction ?

Une agence de placement, dans son accompagnement apporte des solutions en parfaite adéquation avec les besoins et enjeux des entreprises de construction. Avoir recours à une agence de placement c'est :
Profiter immédiatement d'un vivier de profils qualitatifs et quantitatifs dans les délais courts

Gagner en valeur ajoutée, compétitivité et en flexibilité, leur permettant ainsi de se concentrer sur leur cœur de métier mais aussi d'éviter les contraintes à la gestion fiscale, salariale, administrative et sociale des flux d'équipes additionnelles.



Gagner en adaptabilité face à l'évolution de leurs besoins

Comment une agence de placement peut-elle influencer la qualité et la productivité de votre entreprise ?

La principale Mission de toute agence de placement consiste à fournir des travailleurs pour des périodes limitées ou même parfois permanente en vue de compléter la main-d'œuvre du partenaire. Elle fournit en complément des services de gestion des ressources humaines à leurs clients. La productivité se reflète ainsi sur plusieurs niveaux mais nous n'en retiendrons que 3 principaux :

L'entreprise utilisatrice pourra ainsi profiter de la concurrence régnant sur le marché de l'emploi temporaire pour négocier des conditions financières avantageuses, en jouant notamment sur le principe de l'économie d'échelle et la durée du projet surtout dans un domaine comme le BTP.

Le personnel placé représente un capital salarié qui n'est payé que lorsqu'il est employé, ce qui permet d'accroître la productivité du travail qui constitue un indicateur important de performance du processus de production. Ce ratio étant en général défini comme le rapport entre la

valeur ou le volume d'activité et le montant des charges de personnel, sera désormais comptablement affecté au poste « charges externes » au lieu du poste « frais du personnel ». Le faible temps de présence du personnel temporaire en délégation au sein de toute entreprise plus spécifiquement de construction, permet d'économiser les coûts résultant de la fidélisation des salariés comme les primes d'ancienneté ou les frais de formation professionnelle, mais aussi de ne pas supporter les coûts de transaction liée à l'inadaptation des salariés aux postes proposés

Comment l'agence de placement de personnel a-t-elle aidé à résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre dans les entreprises de construction ?

Le marché de la construction est particulièrement sujet au recrutement d'intérimaires et de personnel délégué pour assurer les diverses activités de conception, de construction, de rénovation et d'aménagement. Les agences de placement de personnel ont aidé à résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre dans les entreprises de construction par la disponibilité constante de vivier de candidats qualifiés et adaptés aux besoins de ces derniers. Que ce soit un conducteur

de niveleuse, ou un ingénieur de travaux, ces candidats sont identifiés par les agences de placement grâce à des outils pertinents, à des réseaux de recrutement et à des campagnes de recrutement ciblées. De plus, elles peuvent fournir des services de formation et de recyclage pour les travailleurs actuels sur site, qui leur permettent de répondre aux besoins les plus rares de leurs clients.

Cependant, il est important de noter que les agences de placement ne peuvent pas résoudre à elles seules la pénurie de main-d'œuvre et les employeurs doivent également prendre des mesures pour y remédier. Ces mesures peuvent inclure des mesures pour assurer un environnement de travail favorable pour attirer les bons candidats, ainsi que des initiatives pour former le personnel dont ils ont besoin.

Comment l'agence de placement de personnel travaille avec les entreprises pour s'assurer que les besoins en personnel sont satisfaits de manière efficace et en temps voulu ?

L'un des principes de collaboration avec une agence de placement est de maintenir un dialogue régulier avec les entreprises afin de comprendre leurs besoins et leurs objectifs, en fournissant des conseils et des

suggestions pour améliorer l'intégration et la productivité des équipes déléguées.

A cet effet, un service permanent de supervision et de coordination d'appoint composé d'experts issus du secteur d'activité du client maîtrisant les règles et pratiques des métiers, est offert pour accompagner de façon pertinente le client.

Ce service de proximité, s'assure ainsi de l'adéquation qualitative et quantitative de la délégation aux besoins et attentes des clients

Comment l'agence de placement de personnel a-t-elle aidé à améliorer la communication et la collaboration entre les différentes parties impliquées dans les projets de construction ?

Collaborer avec une Agence de placement de personnel permet d'améliorer la communication et la collaboration entre les différentes parties impliquées par la fourniture de services de consultation et de formation aux entreprises.

Cet élément favorise une meilleure compréhension de leurs besoins en personnel et ainsi une meilleure gestion qualitative et financière de leurs projets.

Construisons ensemble votre petit coin de paradis



Notre offre

CGE Immobilier créée en 2013, a pour objet la conception et la commercialisation de projets immobiliers.

A travers les différents projets novateurs que nous portons depuis des années, comme celui de la Ville Nouvelle de Yennenga et celui de la Cité Baobab, nous proposons dans un cadre de vie sain, des logements de tous standings, qui se veulent l'expression de notre diversité architecturale.

Nous nous voulons le partenaire privilégié de notre clientèle, pour l'accompagner dans ses projets d'acquisitions de biens immobiliers. Dévoués à cette clientèle, nous lui apportons des solutions adaptées à ses différents besoins.

C'est dans cette optique que plusieurs projets en maturation, verront le jour bientôt. On peut citer à cet effet, l'Immeuble d'Appartements de Haut-standing dans le cœur de Ouagadougou, et la Résidence Fermée de luxe (condominium), sur la Ville Nouvelle de Yennenga.

L'implantation en Côte d'Ivoire fait également partie de ces projets, et cette année devrait connaître le lancement de notre premier programme immobilier dans ce pays.

Entreprise avant-gardiste, CGE Immobilier est à ce jour le premier et unique promoteur immobilier du Burkina-Faso, à être certifié ISO 9001 version 2015.

A bientôt chez CGE Immobilier....

Agence Principale : 25 30 00 15 -- Agence Sud : 25 65 64 86

Agence Est : 25 65 64 84 -- Agence Bobo : 20 98 80 80

+226 77 16 78 78 @cgeimmobilier www.cgeimmobilier.com



CGE IMMOBILIER





Salomon Gansoré
spécialiste du plafond en placo

« Le marché du faux plafond au Burkina est acceptable mais faible comparativement aux autres pays. »

Spécialiste du plafond placo au Burkina Faso, Salomon Gansoré est reconnu pour la qualité de son travail. Très sollicité, les contrats s'enchainent pour lui et il récolte de la part de ses clients des félicitations. Dans cet entretien, l'architecte fait un zoom sur ce métier très apprécié dans l'architecture et qui offre aux clients des possibilités de modifier leurs constructions plus tard.

Qu'est-ce qu'un «faux plafond» ?

Il y a deux types de faux plafond, le plafond technique et le plafond en « placo » BA13. La différence est que le plafond en placo est tout lisse et il est déjà préfabriqué et après la pose, il ressemble à une dalle. Mais le plafond technique est accessible après la pose, il est posé en damier.

Quels sont les avantages du «faux plafond»?

Le plafond technique est bon pour tout ce qui est considéré comme bureau, dans les services, car il y a constamment des modifications qui peuvent être faites. Mais le plafond placo répond mieux dans les habitations.

Dans quel cas le faux plafond n'est pas nécessaire dans la construction ?

Le faux plafond est utilisable partout, que ce soit dans les administrations ou dans les concessions sauf si le maître d'ouvrage vous demande de ne pas l'utiliser sur son chantier. Sinon le faux plafond a sa place dans toutes les constructions.

Comment se porte le marché du faux plafond au Burkina ?

Le marché du faux plafond au Burkina est

acceptable mais est faible comparativement aux autres pays. Le placo est arrivé au Burkina il n'y a pas longtemps. Il existait mais son usage n'était pas répandu. Le plafond technique est plus popularisé. Il y a longtemps que c'est utilisé au Burkina.

Comment est-il apprécié dans l'architecture ?

Le faux plafond est bien apprécié dans l'architecture. L'architecte l'apprécie énormément. Notre entreprise travaille beaucoup avec le faux plafond et en collaboration avec des architectes. Il est très prisé dans notre domaine. Il est utilisé sur pratiquement tous les chantiers de construction.

Utilisez-vous des matériaux locaux dans le faux plafond ?

Dans le faux plafond, nous n'utilisons pas de matériaux locaux. Les matériaux utilisés dans le faux plafond, que ce soit le placo ou le plafond technique, sont tous importés. Tout est déjà préfabriqué. Donc c'est fabriqué à l'extérieur. On ne les fabrique pas au Burkina donc on ne peut pas dire qu'il y a du matériel local à l'intérieur.

TELECHARGER
GRATUITEMENT
VOTRE MAGAZINE NUMERIQUE
www.homemag.info

CE MAGAZINE VOUS
EST OFFERT
—
THIS MAGAZINE
IS FREE



www.homemag.info

info@homemag.info
+226 70202466

DOWNLOAD
FREE
YOUR DIGITAL MAGAZINE
www.homemag.info



A photograph of a man in profile, wearing a blue turban and a blue striped shirt, looking towards a traditional building with a thatched roof. The building's structure is made of wood and mud, with a thatched roof made of dried grass or straw. The sky is bright and cloudy.

Découverte

L'architecture Kasséna, une curiosité écologique pour touristes et nationaux.

Les Kasséna, une ethnie que l'on retrouve à Tiébélé, dans la Province du Nahouri, chef-lieu Po, région du Centre-sud, ont une architecture particulière qui les distingue des autres ethnies du Burkina Faso. Construites en terre stabilisée à l'aide de matériaux comme la bouse de vache, les maisons kasséna offrent un confort aux

habitants. Allons à la découverte d'une architecture chargée aussi bien de potentiel touristique, culturel que architectural.

Tiebélé, ce village situé à une trentaine de kilomètres à l'Est de Po, chef-lieu de la province du Nahouri dans la région du Centre-sud, est une attraction touristique



pour les nombreux expatriés qui font le pèlerinage du Burkina. Cela, pour son potentiel touristique. Il s'agit également d'une curiosité pour les nationaux qui vont à la découverte de leur pays.

Dans ce village Kasséna, une parmi la soixantaine d'ethnies que compte le pays

des Hommes intègres, l'on découvre des constructions très anciennes qui suscitent encore la curiosité des visiteurs. Trois types d'habitation identifient distinctement ce village. La maison authentique se compose de 2 pièces, d'une cuisine intérieure et d'une chambre. Installés dans ces lieux dans les années 1600, les Kasséna ont eu recours

à cette construction pour se protéger des bêtes sauvages qui dévoraient les habitants dans leurs concessions. Un plus tard, lors des guerres tribales, cette architecture leur a permis de se protéger des assaillants.

«L'ennemi qui attaquait de l'extérieur avait du mal à atteindre sa cible de l'intérieur. Le muret à l'entrée fait obstruction aux flèches tirées. Et même, quand l'adversaire était à court de flèches, s'il persistait pour entrer dans la case, il fallait qu'il fasse trois mouvements : s'accroupir, se redresser et enjamber. Derrière le muret, le chef de famille était positionné avec une machette, et coupait la tête de l'ennemi», racontent les occupants actuels de la maison qui sert de cour royale et qui est connue des touristes.

Aussi appelées maisons authentiques, les jeunes filles y vivent avec leurs grands-parents jusqu'à leur mariage. Car, selon la tradition kassena, l'éducation des jeunes filles incombe aux grands-parents qui les préparent à la vie d'épouses.

Des dessins pleins de signification

Le deuxième type de maison est de forme rectangulaire. Il est construit pour les

jeunes couples de la famille. «Lorsqu'un jeune homme se marie dans le pays de Kassena, une maison rectangulaire doit être construite pour lui et il y vivra avec sa nouvelle épouse», précisent les habitants de ce village. Le troisième type de concession est de forme ronde avec un toit en paille. C'est la maison du célibataire.

Ces maisons bénéficient d'une mise à niveau chaque année. Pour l'occasion, les femmes et les jeunes filles de la concession, aidées par les hommes qui apportent les matériaux, refont le crépissage des maisons. Des dessins sont faits sur les revêtements. Ce sont des transcriptions qui relatent l'histoire des Kassena.

Il y a des dessins tels que la pipe, les cauris, des signes géométriques. Selon les gourounsi de Tiébélé, la pipe symbolise un cadeau que le petit-fils donne à son grand-père en guise de bon retour d'un voyage. Il y a aussi des losanges et des carrés qui représentent des motifs de pagnes. Les barres symbolisent des empreintes d'éperviers et de poulets.

Une technique architecturale particulière...

Les habitats fascinent, en plus de leurs



potentiels touristiques, par la technique architecturale. Construites avec de la terre stabilisée grâce à différents matériaux dont la bouse de vache, les maisons kassena offrent un confort aux habitants. «Il fait froid pendant la chaleur (mars, avril) et il fait chaud pendant la période du froid (de novembre à février)», témoigne un chercheur sur l'architecture kassena.

En clair, ces habitats garantissent à ceux qui y habitent le confort qu'offrent les maisons construites en terre stabilisée. Elles offrent une bonne isolation thermique, une bonne isolation phonique, une imperméabilité, un confort intérieur, un emploi d'un matériau naturel (latérite), une régulation de la température intérieure notamment et un délai de construction plus court.

Sur le plan économique, elles permettent de se passer de l'utilisation de matériaux tels que le ciment, le fer, le gravier et la peinture. Les maisons kassena font preuve

de durabilité et avec l'entretien annuel, les murs ne présentent pas de fissure et gardent leur éclat habituel. Sur le plan environnemental, l'économie de matériaux tels que le ciment, le gravier, le fer permet de réduire les consommations d'énergie fossile.

Si cette architecture fascine les touristes, il existe malheureusement peu de recherches des professionnels de l'architecture burkinabè sur les maisons kassena. Preuve, peut-être, du peu d'intérêt qu'elles suscitent chez les architectes burkinabè. Alors qu'avec les effets des changements climatiques, le renchérissement de la vie, la flambée des prix des matériaux, la terre stabilisée et les matériaux locaux pourraient être des alternatives dans la construction dans les grandes villes. Il devient donc important d'accorder un intérêt à ce type de constructions pour le grand-bien des populations.

Nébila Aristide BAZIÉ

Président de l'Ordre
des architectes du Burkina

« L'Architecture est une expression de la culture. Il est donc logique que la diversité de la culture africaine entraîne la diversité de son architecture. »

Comme beaucoup de ses pairs, Nébila Aristide Bazié a à cœur le souci d'assainir la profession d'architecte au pays du Faso. Et, c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles, il a été porté à la tête de l'Ordre des Architectes du Burkina (OAB) le 27 mai 2021. Pour Nébila Aristide Bazié et son équipe, il faut donner un nouvel élan à ce corps de métier en le débarrassant avant tout des imposteurs mais aussi en promouvant une nouvelle vision de l'architecture, à la fois, au pays des hommes intègres et en Afrique. Autant d'arguments qu'il développe dans cette interview. Lisez plutôt.

Le 27 mai 2021, vous avez pris officiellement fonction en tant que président de l'OAB. Sous quel signe avez-vous placé votre mandat ?

Tout d'abord, je voudrais féliciter le Conseil sortant de l'Ordre des architectes du Burkina et son président, Fabien Ouédraogo, pour le travail abattu au profit de notre

corporation. En prenant mes fonctions le 27 mai 2021, l'actuel Conseil de l'Ordre que je préside, mesure toute la dimension de la mission de servir les architectes burkinabè. C'est pourquoi nous avons placé notre mandat sous le double signe de la cohésion entre tous les confrères et l'ouverture non seulement, avec les autres corps de métiers complémentaires, mais aussi avec l'ensemble des personnes qui sont censées avoir besoin de nos services.

Quels sont les défis auxquels vous et votre équipe faites face à ce jour ?

Notre premier grand challenge est celui de la mobilisation et de la cohésion interne. Ce challenge est primordial pour nous puisqu'il va nous permettre de faire face plus sereinement aux défis régionaux et internationaux. L'Ordre des architectes du Burkina ne vit pas en vase clos. Il fait partie de plusieurs organisations sous régionales et internationales, notamment, l'Union Africaine des Architectes (UAA), l'Union Internationale



des Architectes (UIA), la Fédération des Architectes Francophones d'Afrique (FAFA), la Conférence des Ordres des Architectes de l'UEMOA (COA-UEMOA) dont les textes harmonisés de la profession sont en cours de transposition par les différents Etats. Vous notez donc que cela constitue pour nous un réel challenge de faire aboutir l'adoption de la loi communautaire afin de garantir la libre circulation de nos confrères dans tout l'espace UEMOA.

Quels sont les grands chantiers que vous avez déjà engagés depuis votre prise de fonction ?

Dès notre prise de fonction, nous nous sommes engagés sur plusieurs chantiers, notamment la recherche de solutions auprès de certaines organisations et de notre ministère de tutelle pour permettre à une grande partie de nos confrères d'avoir un accès aisé aux marchés. A ce titre, nous nous sommes attelés à la transparence dans l'accès à la commande publique. La veille permanente pour la protection de notre profession, l'amélioration de la visibilité de l'architecte et du métier d'architecte ainsi que l'organisation de formations multiformes pour élargir les compétences des architectes sont également des chantiers qui mobilisent

notre énergie. Nous avons aussi à cœur de nouer des partenariats crédibles et exemplaires pouvant contribuer à rendre financièrement plus solide l'Ordre.

Quel bilan peut-on faire des douze premiers mois de votre gestion ?

Il est difficile de parler de bilan dans un délai aussi court d'autant plus que les défis sont nombreux et la tâche immense. Toutefois, nous pouvons citer quelques actions concrètes menées en lien avec les grands chantiers sur lesquels nous nous sommes engagés. Il s'agit notamment de la mise en pratique du stage professionnel obligatoire de 2 ans pour tous les nouveaux diplômés afin de mieux les encadrer avant qu'ils s'installent, la formalisation de nos relations avec les autres Ordres notamment l'OIGC, l'OUB, l'Ordre des Géomètres avec lesquels nous avons mené des actions concertées dans le sens de la défense de nos intérêts respectifs. Nous avons également entrepris la concertation avec le MEBF et travaillons ensemble à lutter contre les signatures de complaisance et veillons au respect de la réglementation en matière d'obligation d'obtention de l'autorisation de construire. Aussi, nous avons débuté nos séminaires de formation qui sont



Grande Mosquée de Bobo-Dioulasso patrimoine culturel, architectural et historique

actuellement en cours. Pour donner plus de visibilité à l'Ordre, ainsi qu'à la profession d'architecte, nous nous sommes attachés les services d'un cabinet de communication et nous avons engagé des discussions avec des médias pour nous accompagner dans notre stratégie de communication.

L'une des missions premières de l'OAB est d'encadrer le métier d'Architecte en veillant aux bonnes pratiques liées à la profession. Comment pensez-vous réussir cette mission?

Nous travaillons à combattre les pratiques sur les réseaux sociaux. Nous avons déjà

interpellé une dizaine de personnes qui s'adonnent à ces pratiques, par des courriers de mise en garde et nous avons aussi fait passer des communiqués dans certains journaux de la place, pour non seulement mettre en garde les auteurs, mais aussi et surtout, attirer l'attention des populations et appeler à leur vigilance. Nous sommes conscients qu'il sera difficile d'éradiquer totalement le phénomène, mais nos actions de communication envers les populations contribueront à réduire au maximum leur champ d'influence. Construire une maison, c'est un lourd investissement sur le long terme. Il est donc périlleux de confier un tel

investissement à des imposteurs. Les citoyens cherchent à être conseillés par de meilleurs architectes et nous sommes là pour répondre à leurs attentes et nous ne permettrons pas à un groupe d'individus mal intentionnés d'utiliser les réseaux sociaux pour saboter la réputation de notre profession.

Nous voyons de plus en plus des immeubles s'effondrer au Burkina. Qu'est-ce qui peut expliquer ces drames?

C'est vrai, il y a eu ces dernières années, des cas d'effondrement d'ouvrages notamment dans les centres urbains mais aussi dans les provinces. Nous déplorons cette situation qui apporte de la désolation puisque, parfois, il y a eu des cas de perte en vies humaines. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Tout d'abord, il faut noter que plusieurs acteurs interviennent dans le processus de l'acte de bâtir. Il s'agit notamment des Architectes, des Ingénieurs, des organismes de contrôle technique, des bureaux de suivi-contrôle, des entreprises, etc. Ces effondrements peuvent être liés à une défaillance humaine notamment des défauts de conception technique (structure), des manquements de suivi-contrôle qui incombent aux techniciens (architectes, ingénieurs), mais

aussi la mise en œuvre qui est du ressort des entreprises. Il faut également noter que la qualité des matériaux qui constitue une défaillance matérielle, peut jouer un rôle très important dans la stabilité des ouvrages. Malheureusement sur la place du marché national un phénomène est apparu : il s'agit de la tendance générale, commerciale à fournir des matériaux de mauvaise qualité (section réduite des fers à béton, sacs de ciment ne pesant pas parfois 50kg, etc.). Le non recours systématique au laboratoire spécialisé pour la vérification des sections d'acier et la qualité du béton et des matériaux (agrégats) de manière générale, dans le cas d'ouvrages de grande envergure publiques ou privés, peut aussi contribuer à la réalisation d'ouvrage de mauvaise qualité. Ce sont donc des facteurs humains, techniques et matériels qui parfois, seuls ou combinés, entraînent ces désastres.

De plus en plus nous assistons à la promotion de constructions à base de matériaux locaux. C'est quoi l'avantage?

La tendance à construire avec les matériaux locaux n'est pas nouvelle en tant que telle. Depuis longtemps dans notre pays, il y avait plusieurs projets de fabrication de matériaux locaux tels que les briques alvéolées, les BTC,

les BLT, etc. Au temps de la révolution, des cités ont été construites avec ces types de matériaux et certaines expériences ont été faites sur la terre elle-même, par exemple le bâtiment de l'ADAUA. C'est vrai que ces dernières années, le phénomène est revenu à la mode et on note un intérêt prononcé des architectes, du ministère, puisque de plus en plus certains bâtiments sont construits avec ces matériaux. De toute évidence ces matériaux dénommés éco-matériaux présentent un avantage écologique certain et assurent un meilleur confort thermique par rapport aux parpaings de ciment. Le coût de ces matériaux reste relativement cher, mais nous pensons qu'une volonté politique visant à encourager les différents acteurs dans le domaine pourrait l'amoiner considérablement.

Avec la croissance démographique en zone urbaine, quel regard portez-vous sur l'architecture en Afrique ?

L'Architecture est une expression de la culture. Il est donc logique que la diversité de la culture africaine entraîne la diversité de son architecture. On notera que beaucoup de groupes ethniques en Afrique ont leurs traditions architecturales. Ainsi, cette architecture est différente selon les

zones (sahélienne, maghrébine, etc.) et les matériaux utilisés sont aussi variés. De manière générale, quel que soit la zone, cette architecture a été influencée par les constructions coloniales et les vestiges sont encore présents à travers le continent. De plus en plus de personnes en Afrique aspirent à vivre dans les villes où la démographie générale est galopante. Dès lors, l'architecture doit revêtir un caractère plus groupé même si cela ne correspond pas à nos habitudes communautaires. Au Burkina Faso par exemple, il y a de nombreux lotissements avec attribution de parcelles individuelles. Mais très souvent ces zones loties ne sont pas convenablement viabilisées et les réseaux de distribution d'électricité et d'eau ne sont pas disponibles immédiatement. Il y a aussi la naissance de sociétés immobilières. Comme je l'ai déjà dit, nous devons penser aux logements collectifs qui ne sont pas du tout développés dans notre pays, contrairement à des pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, pour ne citer que ces deux exemples. Le génie architectural doit permettre d'être en harmonie avec l'environnement par l'utilisation des matériaux locaux écologiques et disponibles. C'est d'ailleurs avec ces matériaux connus que les

différentes communautés bâtissent leurs maisons. En tant qu'architecte, nous devons donc favoriser une insertion judicieuse desdits matériaux (BTC, BLT, etc.) dans les modes de construction tout en permettant à chacun, selon sa bourse, d'obtenir un minimum de confort dans la maison qui lui est proposée.

Votre confrère Francis Kéré a été désigné meilleur architecte du monde, à travers le prix Pritzker. Comment avez-vous accueilli cette distinction au sein de l'OAB ?

Nous avons accueilli cette distinction de notre confrère et compatriote Diébedo Francis Kéré avec une réelle fierté. Cette fierté est partagée non seulement par tous nos confrères mais aussi par l'ensemble du peuple Burkinabé. Le Prix Pritzker est prestigieux et est l'équivalent du Nobel d'Architecture.

Quel peut-être l'avantage d'un tel prix pour le Burkina Faso et l'Afrique ?

Je parlerai plutôt d'impact, et l'impact est énorme. Ce prix vient mettre en lumière le travail abattu par Francis, dans sa persévérance de la pratique de l'architecture tournée vers la recherche de solutions de confort pour toute

catégorie de personne en prenant en compte l'environnement. Une lumière est également faite sur l'architecte africain. Cela rehausse surtout l'image du Burkina Faso et de l'Afrique, puisque c'est la première fois que ce prix est décerné à un africain. Désormais le nom du Burkinabè Diébedo Francis Kéré, est inscrit aux côtés de plusieurs autres noms emblématiques de l'architecture tels que Norman Foster, Zaha Hadid, Oscar Niemeyer, etc. La nature des travaux du confrère qui lui ont permis d'être le lauréat, des travaux basés entre autres sur l'utilisation des matériaux locaux, vient redonner une importance particulière à ceux-ci dans nos constructions.

Quel est votre mot de fin ?

N.A.B : Comme mot de fin, nous prions ardemment pour que la paix revienne dans notre pays pour permettre à toutes et à tous de mener les activités essentielles au développement de notre pays. Nous voulons réaffirmer à l'ensemble de nos confrères notre désir avec leur concours de réaliser le maximum des points inscrits dans notre programme d'activités. Nous voulons faire mieux connaître le métier d'architecte et être plus proches de nos concitoyens en brisant ces barrières imaginaires qui semblent

nous rendre inaccessibles. Nous invitons nos concitoyens et concitoyennes à avoir recours toujours à un architecte lorsque le besoin de construire se fait sentir, et avoir donc le réflexe de consulter le tableau de l'Ordre, sur nos plateformes Facebook, site web et, pour être sûr d'avoir le bon interlocuteur, compte tenu des nombreux usurpateurs de titres qui font la publicité mensongère sur les réseaux sociaux, car chaque citoyen mérite son confort.



Halim FAÏDI

Architecte urbaniste et scénographe

« Si l'on efface notre histoire, nous n'existons plus, nous n'avons plus d'enracinement nous allons perdre toute la richesse de nos ancêtres et de notre origine. »

Architecte, urbaniste et scénographe de renom, Halim Faidi a participé à la semaine de l'architecte, organisée par l'Ordre des Architectes du Burkina en mars 2023.

Avec plus de 30 ans d'expérience dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme, ce franco-algérien a fondé sa société à Paris ainsi qu'un atelier d'architecture à Alger. Son travail inclut des projets prestigieux tels que le nouveau siège du ministère des affaires étrangères algérien, le Musée d'Art Moderne d'Alger, la tour des Galets à Oran et le nouveau Siège de Djezzy à Alger. Il est également décoré de nombreux prix, dont le 1er Prix National d'Architecture et d'Urbanisme et le Prix du Président de la République.

Cet éminent expert, invite ses pairs à allier tradition et modernité dans les travaux architecturaux. Car pour lui, il faut comprendre le passé, imaginer l'avenir et construire le présent en plaçant l'homme au centre des projets de société.



Vous êtes un des experts les plus sollicités. Comment êtes-vous venu à ce métier ?

J'ai fait mes études principales en Alger à l'école polytechnique d'architecture et d'urbanisme. Par la suite j'ai été faire un doctorat en France mais très vite je me suis passionné pour le métier. Quand j'ai gagné la médaille de l'académie, j'ai été recruté par le président de l'académie d'architecture pour travailler sur un grand projet en France et j'y ai passé une dizaine d'années.

De la France, votre pays vous appelle pour un ambitieux projet...

A un moment donné, je me suis rendu compte que nos pays ont besoin de se construire. Je suis donc rentré au pays, et j'ai créé en 2003 une agence qui s'appelle Studio A. J'ai eu la chance à Alger de dessiner un projet très important qui est le projet du siège du ministère des affaires étrangères, le premier bâtiment de souveraineté, conçu par un Algérien depuis l'indépendance du pays. C'est un double motif de fierté parce que c'est d'abord un grand programme mais aussi parce

quand on est le premier à faire cela. La responsabilité est lourde parce qu'on sait qu'on doit montrer le chemin. C'était un exercice et mon premier exercice pour allier « tradition et modernité ». Depuis, je ne suis jamais sorti de cette idée de rechercher nos racines, rechercher la tradition.

Votre chef d'œuvre se dresse majestueusement au cœur de la capitale algérienne. Une œuvre faite, d'un savant mélange de tradition et de modernité.....

J'ai plus de 30 ans de métier et de plus en plus je me rends compte qu'en termes d'histoire et de tradition, je suis un méditerranéen, la façade nord de l'Afrique. J'ai 5 millions d'années de profondeur historique en méditerranée mais j'ai 15 millions d'années de profondeur historique dans le Sahel et dans l'Afrique. Je suis fier d'avoir cette double culture et d'être peut-être le pont africain vers le Nord.

Vous êtes à Ouagadougou dans le cadre de la semaine de l'architecture, dont le thème est : « 30 ans au service de la production au Burkina Faso, entre situation d'urgence et changement climatique comment avez-vous trouvé la qualité des différentes communications?

Je voudrais remercier l'honorable Aristide Bazié qui est le président de l'ordre des

architectes du Burkina Faso pour l'accueil, la disponibilité mais, surtout pour avoir pensé qu'il était pertinent de m'inviter à donner une conférence lors de la semaine dédiée aux architectes à Ouagadougou. C'est la première fois que je foule le sol du Burkina. Je peux vous rassurer que cela ne sera pas la dernière. Je connais bien le Mali, la Mauritanie, le Sénégal, la Côte d'Ivoire. Je me sens chez moi dans ces pays limitrophes. Je dis limitrophes car, les limites ont été tracées par les puissants probablement pour nous diviser et pour mieux régner. C'est à nous de les effacer aujourd'hui.

La question du climat n'est pas assez pris en compte dans les plans architecturaux..

La question du climat est très importante parce que l'on ne se la pose pas seulement en termes de confort ou d'idéologie, comme elle se fait, dans un occident très confortable. Nous nous la posons parce que nous sommes dans une situation de résistance et nous sommes beaucoup plus affecté que ceux qui produisent ces émanations de gaz.

Les changements de climat sont souvent dû à l'homme et l'homme occidental est un très grand consommateur d'énergie. Ces énergies, d'où viennent-elles pour la

plupart ? Elles viennent du plus grand continent du monde l'Afrique, et également peut-être le moins transformé du monde. Donc il est très important qu'on se pose la question de la transformation. Les questions que nous sommes tous, en train de nous poser, est-ce que nous devons adopter ce modèle occidental qu'on nous chante comme l'évolution, la vérité et qui finalement est un regard occidental sur l'Afrique ?

Nous, nous les connaissons bien mais eux ils ne nous connaissent pas et très souvent, ils viennent faire une lecture de nos reflexes racinaires et de nos traditions racinaires pour aller ensuite bâtir des choses qui correspondent à leurs besoins mais sommes-nous obligés de faire l'inverse ?

**Ils ont certainement une long-
gueur d'avance et peuvent être une
référence...**

HF : Il faut évidemment profiter de tout ce que l'être humain a pu acquérir comme évolution technologique parce que nous sommes des êtres humains.

A ce titre, il y a eu le réveil des élites africaines. Je l'ai entendu ici, à Ouagadougou au cours de mon séjour sur la question du concept : la question du modèle, le modèle global, comment

va vivre la société ? Quel est le statut des croyances ? Quel est le statut de l'expression ? De l'habitat ? De l'écologie ? La culture ? Etc. Peut-être que sur le modèle, il faudrait qu'on leur propose un ou plusieurs modèles qui soient des modèles locaux, des modèles afro africains.

**Comment concilier cette culture de la
tradition africaine dans la conception
de l'architecture ?**

c'est très facile, il faut voir l'œuvre des pionniers.

Nous avons eu le privilège de suivre une conférence extraordinaire de Francis Kéré. Quand on voit le village d'où il vient, on se dit mais c'est impossible qu'il remporte un prix Nobel un jour. Mais c'est une pensée occidentale. Par contre, le ghanéen ou le nigérien, qui court dans la rue, qui a peut-être 7 ou 8 ans, il rêve de la même manière que le petit gamin sous les toits brésilien ou américain. C'est le rêve qu'il ne faut pas éteindre. Il faut simplement rêver et se dire, je suis un alter ego, je suis peut-être, un peu plus qu'un alter égo parce j'ai une profondeur historique et culturelle que je ne dois pas effacer. Si l'on efface notre histoire, nous n'existons plus, nous n'avons plus d'enracinement nous allons perdre toute la richesse de nos ancêtres et de

notre origine. Pour ce faire, nous devons nous regrouper entre africain, mettre en commun ce qui nous rassemble que ce qui nous divise. Qu'est-ce que nous avons de commun ? A partir de cet héritage commun, il faut que nous les architectes, les hommes de l'art, nous puissions trouver les mots, le narratif, le récit pour expliquer à ceux qui décident et ceux qui gouvernent qu'ils ne sont pas nécessairement des sachants dans ces domaines. Le Président de la république c'est quelqu'un de très important, les ministres aussi. Quand ils tombent malade, ils vont chez le docteur. A la prescription, ils ne demandent pas au docteur pourquoi tu m'as donné de l'aspirine en lieu et place du doliprane, ils se disent, je suis chez un homme de science, je vais lui faire confiance. Il faut que les architectes en arrivent à ce degré, de telle sorte que les politiques, les décideurs, soient à leur écoute et leur faire

entièrement confiance.

Les meilleurs architectes doivent arriver à convaincre, et pour convaincre, il faut s'asseoir ensemble, réfléchir sur ce que nous avons de commun et de puissant. Et la puissance de l'Afrique, elle n'est pas à prouver aujourd'hui à tel point que beaucoup ne voient pas de bon œil ce réveil de notre Afrique à nous .

Vous avez 30 ans d'expérience dans ce domaine. Quel est des lieux de l'architecture africaine ?

L'architecture africaine a deux faces comme une pièce. D'un côté, elle est sinistrée. Si vous dites architecte à Ouaga, à Banjul, à Bamako, très souvent on vous demande, es-tu ingénieur, contre-maitre, un bâtisseur, un maçon ? Ce métier est méconnu. On ne comprend pas bien ce qu'est, être architecte, parfois, l'on dit que l'architecte est un artiste, artiste au sens péjoratif puisqu'artiste chez nous, veut dire,



il est un peu fou. Il est philosophe alors que l'architecte, il produit en réalité de l'espace, celui dans lequel nous vivons. Il y a des espaces qui nous rendent gaid , qui nous rendent tristes, qui nous enferment. Et pour les villes, c'est pareil. Les villes sont le reflet de la société. Si tu fais une ville pour une société occidentale et tu y mets des africains, cela ne marchera pas. Notre mode de vie et notre culture qui passent par notre ADN, ne sont pas adaptés à ces genres de construction, d'environnement Mais si vous mettez un européen dans un espace conçu pour les africains, il va marcher parce que c'est un espace primaire et c'est un espace essentiel. Une façon de dire que nous, nous ne gardons que l'essence, il n'y a pas de fantaisie, nous n'avons pas droit à la fantaisie et c'est très important de comprendre que si nous sommes dans une profession sinistrée cela veut dire que nous sommes à terre. Aujourd'hui, nous avons de la chance d'être sur cette terre africaine riche qui est en train de se réveiller et dont les hommes, qui sont la principale richesse, au-delà des minerais, de l'énergie prennent conscience. Je ne peux pas le jurer pour le monde occidental qui est fermé dans une boîte alors que nous, nous prenons conscience qu'il est possible d'évoluer à

partir de nous-mêmes. Cela ne plait pas à tout le monde mais c'est irrévocable et inaliénable. Cela peut tarder si nous sommes divisés. Beaucoup vont tenter de nous diviser et ils ont déjà commencé parce que ça n'intéresse aucune puissance dominatrice que l'Afrique se soude et qu'elle se dise ça pousse dans mon jardin, je mange d'abord . Ensuite, je t'invite à venir partager et si tu as des difficultés pour venir chez moi parce que tu trouves qu'il fait trop chaud, en ce moment je vais t'en vendre une partie afin que tu te nourrises . Mais s'il vient et prend toute ma production, et que je finisse par lui demander de quoi me nourrir parce que j'ai faim, est ce que je peux encore partager ? C'est très souvent ce qui se passe entre le continent africain et l'occident. Cependant ce discours, ne doit pas être exclusif. Nous devons montrer au monde que nous n'avons pas de rancœur mais que nous n'oublions pas. Il est très important de ne pas oublier. C'est l'Afrique qui va développer le monde et non pas l'inverse mais il faut qu'on soit soudé et qu'on sorte cette idée de frontières de nos têtes. Bamako, Ouaga, franchement j'ai l'impression d'être en Algérie même pas dans le grand Sud. J'ai l'impression d'être à 500, 600 kilomètres d'Alger, vers le sud.

Aujourd'hui le continent africain est confronté à des conflits intercommunautaires, les changements climatiques, entraînant des mouvements de population. Comment l'architecte africain peut-il être mis en contribution à travers les questions d'habitat?

Il faut créer un modèle global africain, sinon, chacun va créer son petit modèle dans son petit bout de territoire. Et nous allons rapidement nous retrouver dans des contradictions et ces contradictions vont nous amener à la guerre. Toute l'histoire de l'humanité nous l'enseigne. Il faut s'unir et réfléchir, c'est très important de réfléchir avant de bâtir. Et se demander s'il existe un modèle commun dont nous pouvons tous nous inspirer ? J'ai envie de dire à M. Hollonus Tesla, au lieu de venir chercher les matières premières en Afrique pour alimenter ses usines au Pakistan, en Chine, aux Etats-Unis en vue de produire des puces, des ordinateurs, des téléphones, des voitures électriques, il faudrait transformer ces matières premières en Afrique. Le modèle économique qu'il faut construire, il est global et il faut que nous prenions des dispositions pour partager le marché de production des biens et services avec le reste du monde.

Autre phénomène, c'est la croissance démographique, quelles peuvent être les solutions proposées par les architectes pour venir à bout à ce phénomène ?

Il faut sédentariser les gens avec un modèle global africain. Il faut apprendre à travailler avec de la terre. Il faut apprendre à travailler du chaud, il faut apprendre à travailler avec de la pierre, avec du sable. Ce sont des matériaux isolants, qui ont des caractères typiques techniques importants. Il faut travailler avec de la matière disponible sur place. Cela permettra peut-être de sédentariser les 800 millions d'Africains qui quittent la misère des campagnes pour rejoindre un hypothétique paradis dans les villes. Mais les villes n'ont que des HLM à leur offrir et cela n'est pas un modèle pour nous. Vous savez quand vous faites des travaux avec des matériaux locaux, avec des dimensions locales vous faites travailler les gens du coin et donc vous créez de la richesse. Ainsi notre argent ne part pas dans d'autres parties de la planète. Le maçon qui va travailler la terre où qui va travailler la pierre, il va aller acheter le riz, le blé, la viande, il va donner l'argent au boulanger, le boulanger va acheter chez le boucher, etc....

Quel message avez-vous à passer aux architectes, à la jeunesse qui souhaite vous emboîter le pas ?

J'ai envie de dire à la jeunesse, sortez de la boîte dans laquelle on vous a mise, lâchez toutes les notions. Quand on vous a dit ça, c'est une norme. Tu dois le faire comme cela, il faut dire non, c'est une norme pour toi, c'est normal pour toi, mais moi je vais encore chercher. Je vais chercher dans mes racines et je vais trouver quelque chose qui est normal pour moi et demain, ça deviendra normal pour toi. Sortez de là, croyez-en vous, la foi c'est la chose la plus importante. Vous savez, le talent ça n'existe juste qu'à 5%, 95% c'est la transpiration. C'est de la sueur. Il faut être curieux et surtout croire en ses capacités, réfléchir à un modèle qui soit un modèle qui nous ressemble. L'Afrique, ne la réduisez pas aux 400 ans de colonisation et d'esclavage, etc. C'est fini, maintenant. Si nous voulons être libre, cela dépend de nous. Nous ne le sommes pas encore parce que nous restons dépendant des technologies des autres. Nous sommes dépendant des normes qu'on nous a données pour fabriquer une boîte. C'est notre propre boîte, enlevons le plafond, réduisons les murs et nous pourras

nous envoler.

Les architectes, vous avez beaucoup de travail, d'abord pour comprendre d'où vous venez et qu'il est très important d'aller chercher votre source, ensuite de diffuser votre savoir auprès des hommes.

Il faut véritablement vulgariser, sensibiliser, monter votre propre société d'architecte. Les choses vont se faire automatiquement. Mettez l'homme au centre de tous vos dispositifs. Ne mettez pas l'esthétique, l'esthétique est un rythme. Elle n'est rien de tout mais faites des bâtiments qui durent, faites des bâtiments simples qui puissent être fabriqués par les gens qui sont autour de vous. Mais surtout, gardez la foi et restez solidaires. Tous solidaires, personne n'a raison, personne n'a tort. Il n'y a qu'une seule chose, nous sommes en résilience, en résistance, et nous devons survivre. Il faut s'unir avec tout le monde, les avocats, les financiers, les politiques. Il faut cesser les petites querelles. Il faut se dire que, nous allons construire ensemble. Chacun de nous aura sa petite parcelle et chacun va avoir son bonheur. Personne ne peut nous vendre du bonheur sans que nous n'y participions. Donc participez, soyons proactifs.

À L’AFFICHE

Francis Kéré, La fierté de l’Afrique.



Les hommes naissent, vivent et meurent, parfois sans laisser de traces, mais pas tous. Dans le domaine de l'architecture au Burkina, il existe depuis plusieurs décennies, des bâtisseurs de ponts et d'avenirs, qui armés de passion, de courage, d'abnégation et surtout soucieux du travail bien fait, laissent leurs empreintes professionnelles partout où ils passent. Parmi eux, Francis Kéré, architecte avant-gardiste de renom, est souvent cité en exemple et son travail lui a d'ailleurs valu de recevoir récemment le Prix Pritzker considéré comme le prix Nobel des architectes. Une distinction qui honore non seulement la corporation des architectes mais aussi l'ensemble du peuple Burkinabè. Né à Gando, localité située dans le Centre-est du Burkina Faso Diebedo Francis Kéré a connu un parcours atypique avant d'intégrer le corps des architectes et d'y récolter d'importants lauriers qui lui valent aujourd'hui une reconnaissance mondiale. Charpentier à la base, c'est en Allemagne, précisément à Berlin qu'il s'initie à l'architecture avant d'obtenir son diplôme en 2004. Bien ancré dans son terroir, c'est tout naturellement qu'il crée l'association «Des briques pour l'école de Gando», une initiative pour financer son premier projet, une école primaire dans son village. Un projet qui obtient le Prix

d'architecture Aga Khan. Dès lors, le chemin de la gloire s'ouvre pour lui. Avec son approche collaborative in situ, il favorise le réemploi des populations locales et promeut des activités génératrices de revenus pour elles. Une approche «développementaliste» qui lui vaut de recevoir un Global Award for sustainable architecture en 2009. Outre l'école primaire de Gando, l'on compte parmi les œuvres d'envergure de cet «autodidacte», le renouvellement du Parc national de Bamako (Mali) à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance du pays. Le centre pour l'architecture en terre de Mopti porte également sa signature architecturale tout comme le village opéra de Laongo dont il a réalisé les maquettes en collaboration avec un architecte allemand. Il a aussi participé à la construction de l'archipel de Zhoushan en Chine, un projet expérimental de réinsertion urbaine dirigé par l'architecte chinois Wang Shu. Autant de joyaux qui lui ont valu de recevoir le prestigieux prix Pritzker, considéré comme le prix Nobel des architectes. Un parcours très honorable pour ce pionnier de l'habitat vert, qui doit inspirer les architectes toutes générations confondues à l'heure où les changements climatiques hypothèquent l'avenir de la planète Terre.

CABINET



Where the World Meets African Mining!



www.semlca.org



La ZLECAf

une opportunité pour l'essor du secteur immobilier Africain

Les secteurs des infrastructures, de l'immobilier et du logement devraient jouer un rôle important dans la réussite de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Cet accord commercial historique a pour objectif de favoriser l'intégration économique du continent. Les infrastructures, l'immobilier et le logement sont des éléments clés de cette intégration.

La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est un accord commercial historique signé par 54 pays africains en 2018. Il prévoit d'élargir les marchés en créant une zone de libre-échange de 1,2 milliard de personnes à travers 55 pays africains. L'idée est de permettre la libre circulation des biens et des services, en favorisant l'intégration économique du continent. La mise en œuvre de ce méga projet encouragera les investissements, la croissance économique et la diversification des économies africaines.

Toutefois, le manque d'infrastructures de transport, de logement et de services pourrait entraver cet objectif de l'intégra-

tion économique. Il sera donc nécessaire d'améliorer les infrastructures de transport pour faciliter la circulation des biens et des personnes.

Des infrastructures pour faciliter les échanges commerciaux

La ZLECAf devrait aider les pays africains à créer un environnement propice aux investissements dans des secteurs clés. L'accord commercial devrait contribuer à améliorer les infrastructures de transport et de communication, ce qui est nécessaire pour renforcer le commerce intracontinental. L'amélioration des infrastructures de

transport ouvrira de nouvelles possibilités d'investissement pour les entreprises et les partenariats public-privé.

À leur tour, ces investissements soutiendront la croissance économique en réduisant les coûts de transport, en améliorant l'efficacité et la rapidité des échanges et en facilitant l'accès aux marchés régionaux. En outre, l'amélioration des infrastructures de communication favorisera la mise en réseau des entreprises africaines. Elle permettra ainsi l'émergence de nouveaux secteurs d'activité.

L'immobilier, un secteur en plein essor

Le développement du secteur immobilier est également l'un des principaux piliers de la ZLECAf. Ce secteur offre de multiples opportunités aux investisseurs désireux de participer à la croissance de l'Afrique. L'immobilier en Afrique est en pleine expansion, notamment en raison de la croissance démographique et de l'industrialisation rapides du continent.

Avec la mise en œuvre de la ZLECAf, les investisseurs peuvent s'attendre à une forte demande de logements résidentiels et commerciaux, ainsi que de centres commerciaux et de bureaux. Le projet leur offrira la possibilité de fournir des solutions de lo-

gement abordables dans les zones rurales et urbaines. Ce qui permettra de stimuler la croissance de l'immobilier social. Les entreprises qui investissent dans ce secteur pourront connaître une rentabilité accrue. Ces investissements auront également un impact positif sur la croissance économique de l'Afrique.

Habitat : un besoin croissant de la population africaine

Le secteur du logement est l'un des principaux contributeurs à la croissance économique en Afrique. Les investissements dans la construction de logements durables, sûrs et de qualité sont une nécessité sociale. Ils représentent une opportunité pour les investisseurs, en raison de la forte demande de logements sociaux. En effet, environ un tiers de la population africaine vit dans des conditions de logement inférieures aux normes. Il est donc nécessaire de construire des logements abordables et bien équipés.

Les programmes gouvernementaux, les initiatives du secteur privé et les partenariats public-privé sont des moyens efficaces de répondre à la demande croissante de logements de qualité. La forte demande de logements temporaires et permanents, de

logements pour étudiants et de logements pour travailleurs migrants pourrait profiter aux investisseurs.

Le financement, un défi à relever

Malgré ces opportunités, le financement reste un défi majeur pour le développement des infrastructures, de l'immobilier et du logement en Afrique. Les pays africains ont souvent du mal à trouver les fonds nécessaires pour financer ces projets. En outre, les investisseurs internationaux restent méfiants face aux risques exacerbés par l'instabilité politique et économique des pays africains. Les investissements internationaux pourraient soutenir les efforts régionaux pour financer des projets nationaux et transfrontaliers grâce à la coopération entre les entités publiques et privées. Les projets d'infrastructure et de logement peuvent également être soutenus par les banques commerciales, les institutions financières internationales et les fonds spéculatifs. Des solutions innovantes, telles que le crowdfunding, pourraient aider les investisseurs à mobiliser les fonds nécessaires aux projets immobiliers et de logement.

La ZLECAf offre de nombreuses possibilités d'investissement dans les infrastructures,

l'immobilier et le logement en Afrique. Même si le financement de ces projets reste un défi majeur, les opportunités de croissance et de rentabilité sont considérables pour les investisseurs.

Mise en place d'un espace économique commun en Afrique

L'accord de libre-échange signé en 2018 à Kigali, au Rwanda devrait permettre au continent d'améliorer sa compétitivité. L'objectif principal du projet est l'augmentation massive des échanges commerciaux à l'échelle du continent. Selon la Banque mondiale, la facilitation des échanges générerait 292 milliards \$ de revenus supplémentaires pour le continent. En outre, la ZLECAf prévoit de faciliter l'intégration du continent dans le commerce international. Grâce à ce projet, l'Afrique pourrait augmenter ses recettes d'exportation de manière significative, jusqu'à 560 milliards \$.

Au niveau social, la mise en œuvre de cette initiative permettra à 30 millions de personnes de sortir de l'extrême pauvreté. Ce projet augmentera les revenus de 68 millions d'Africains, indique la Banque mondiale.

La nécessité de repenser le financement des infrastructures en Afrique.

Le financement des grands projets d'infrastructures en Afrique est un sujet qui suscite de plus en plus d'inquiétudes. Bien que de nombreux pays africains aient lancé des projets ambitieux pour moderniser leurs infrastructures, ils font face à des défis majeurs en matière de financement. Les gouvernements africains ont traditionnellement financé ces projets en empruntant de l'argent auprès des banques multilatérales, des banques commerciales et des investisseurs étrangers. Cependant, cette approche a des limites. Les prêts sont souvent assortis de conditions strictes en matière de remboursement et de garanties, et les taux d'intérêt élevés peuvent rendre les projets insoutenables à long terme. Pour repenser le financement des grands projets d'infrastructures en Afrique, il est nécessaire d'explorer de nouvelles sources de financement. L'une de ces sources pourrait être les partenariats public-privé (PPP), qui impliquent la participation du secteur privé dans le financement, la construction et l'exploitation des infrastructures publiques. Les PPP peuvent offrir un accès plus facile au financement, ainsi qu'une

plus grande efficacité et un partage des risques entre les parties prenantes. Cependant, pour que les PPP soient efficaces en Afrique, il est essentiel d'assurer une bonne gouvernance, une transparence et une gestion efficace des projets. Il est également important de s'assurer que les bénéfices des projets sont partagés équitablement entre les parties prenantes et que les communautés locales sont impliquées dans le processus de décision. En outre, les pays africains devraient explorer d'autres sources de financement, telles que les fonds souverains, les investissements directs étrangers, les obligations vertes et les financements innovants tels que les obligations à impact social. En résumé, la nécessité de repenser le financement des grands projets d'infrastructures en Afrique est cruciale pour stimuler le développement économique et améliorer la qualité de vie des populations. Les PPP et d'autres sources de financement innovantes pourraient offrir une solution viable, mais cela nécessite une bonne gouvernance et une gestion efficace des projets.

Semaine de l'architecte 2023

Une fin remplie de distinctions et d'enseignements



Couplée avec la célébration des 30 ans de l'Ordre des architectes, l'Expobat (exposition du bâtiment), la 6ème édition de la Semaine de l'architecte a refermé ses portes le samedi 18 mars 2023 après 5 jours d'activités. La cérémonie de récompenses et de reconnaissance qui a servi de clôture à l'événement a été l'occasion pour nombres de professionnels du bâtiment de faire le point des défis qui se posent au secteur de l'architecture et d'évaluer les perspectives.

Avec la participation de plus de 13 pays africains qui ont partagé leurs expériences, cet événement, organisé par l'Ordre des architectes du Burkina, vise à célébrer la profession d'architecte et à sensibiliser le public sur l'importance de l'architecture et de l'urbanisme dans le développement durable du pays. La semaine de l'architecte, selon Aristide Nébila Bazié, président de l'OAB, est par essence le lieu et l'occasion d'un brassage réel entre tous les acteurs

de la construction et un rapprochement avec des populations en vue d'une parfaite collaboration des travaux. **“Nous sommes obligés de réadapter nos principes de conception aux principes de base”** a-t-il affirmé. Le président de l'OAB a souligné que la crise sécuritaire et le changement climatique au Burkina Faso ont motivé les acteurs à revoir leurs conceptions fondamentales lors de cette édition. Il a ajouté que cette réadaptation des conceptions permettrait de créer des logements adéquats pour les populations au vu du contexte qui prévaut actuellement. Ceux pour qui, à l'aide d'une équerre et autres outils de travail, changent la face du monde, grâce à leur créativité et savoir-faire, cette rencontre des bâtisseurs se veut être dans ce contexte difficile que traversent le pays et le monde, un cadre par excellence de partage d'expériences, afin de faire face aux défis. « Les défis qu'il y avait il y a 20 ans, ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Nous sommes dans un contexte sécuritaire assez difficile, également de changement climatique, nous sommes donc obligés de réadapter constamment nos principes de conception aux principes de base pouvant conduire à un habitat convenable et qui

respecte les conditions de l'environnement. », a expliqué Aristide Bazié, président de l'Ordre des architectes du Burkina.



Stand (CIM MÉTAL) partenaire principale Semaine de l'Architecte 2023

Le thème de l'événement s'est inscrit dans la vision du gouvernement qui vise à promouvoir un habitat durable et accessible à toutes les franges de la société. « Le gouvernement se fixera des objectifs ambitieux en matière de rénovation énergétique. Il s'agira d'inventer la ville de demain, à travers de grandes opérations d'urbanisme qui offrent un nouveau type d'habitat vert et ouvert sur l'environnement. Le changement climatique résulte de l'activité humaine et dans le domaine de l'habitat aussi, il faut innover », a indiqué Mikailou Sidibé, ministre de l'urbanisme, des affaires foncières et de l'habitat lors de la cérémonie d'ouverture de la semaine.

La semaine des bâtisseurs a été aussi, un cadre d'exposition de matériaux de construction, d'outils de travail et d'ateliers pour les étudiants excellent dans le domaine, à plus d'expériences. [L'OAB face aux défis de l'innovation] A la cérémonie de clôture de cette 6e Semaine de l'Architecte, Jacques Bazié, le Président de l'Ordre des Architectes du Burkina (OAB) a adressé ses remerciements à la délégation étrangère représentée par 13 pays invités, aux exposants, aux conférenciers, et aux visiteurs de l'Expobat. « Je voudrais spécialement saluer Francis Kéré parce que je sais quels efforts il a fourni pour être présent à cette cérémonie. Merci pour son engagement patriotique », a-t-il dit en particulier. Mention spéciale a été faite au sponsor officiel CIM METAL SA, aux partenaires du mise en œuvre du projet « Social Housing Energy Efficient Cooling Project » : Global Green Growth Institute (GGGI) et Clean Cooling Collaborative (CCC), à tous les partenaires de l'événement et aux anciens Présidents de l'OAB, à titre de reconnaissance. Les meilleurs stands de l'expoBat ont été aussi primé. Les lauréats des deux concours "Jeune photographe, immortalise le Faso" et "Jeune architecte, construit le Faso" organisés dans le cadre de la semaine de

l'architecte ont aussi reçu leurs récompenses de la part de l'OAB et de ses partenaires.

Prix "JEUNE ARCHITECTE, CONSTRUIT LE FASO"

1ers Lauréats :

OUEDRAOGO Remy Boblawende
et GNADA Ibrahim

2e Lauréats :

KOMPAORE Raoul
et OUOBA Auguste Ghislain

3e Lauréat : PARE Ibrahim François

Prix "JEUNE PHOTOGRAPHE, IMMORTALISE LE FASO".

Lauréat : DAKISSAGA Aristide



Photo des lauréats


Le Clean Cooling Collaborative (CCC) et l'Institut Mondial pour la Croissance Verte (Global Green Growth Institute - GGGI), ont accompagné et soutenu l'OAB. La représentante résidente du GGGI, Laura Jalasjoki, a souligné la pertinence du thème

de la Semaine de l'Architecte en ces mots: « Je fonde l'espoir que cette semaine de l'architecture, qui réunit les acteurs institutionnels majeurs du secteur, les industriels, permettra d'atténuer la barrière informationnelle à laquelle est confrontée ce type de transformation sectorielle ». Le ministre d'Etat, Bassolma Bazié,

représentant le Président de la Transition, le capitaine Ibrahim Traoré, a présidé la cérémonie d'ouverture de la 6ème édition de la semaine de l'architecte. Lors de cette cérémonie, le ministre Bazié était accompagné par son homologue chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat, Mikailou Sidibé, parrain de l'événement.



photo de famille de la dernière journée

Tendances, innovations, opportunités : 

Mortgages
Property prices
Real estate
Prêts hypothécaires
Promotion immobilière
Marché immobilier
Buying and renting properties
Investissement immobilier
Immobilier
Vente et location de biens immobiliers
Prix de l'immobilier
Télécommunications
Water supply networks
Infrastructure
Pons et viaducs
Réseaux d'assainissement
Electricity grids
Afrique
Réseaux d'eau potable
Afcfta

Réseaux d'électricité
Public transportation infrastructure
Pons et viaducs
Infrastructures de transport en commun
Infrastructure
Bridges and viaducts
Real estate market
Real estate development
Afcfta

Magazine trimestriel panafricain des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Immobilier
ZLECAF
Architectural design
Rénovation urbaine
Real estate investment
Techniques de construction durables
Architecture
Réseau routier
Conception architecturale
Eco-friendly neighborhoods
Plans d'aménagement
Architecture
Modern buildings
Bâtiments modernes
Urban planning
Styles architecturaux
Sustainable construction techniques
Architectural styles
Construction materials
Habitat
Urban planning
Écoquartiers
Espaces verts résidentiels
Complexes résidentiels
Logement social
Africa
Maisons individuelles
Residential complexes
Quartiers résidentiels
Urban revitalization
Housing
Social housing
Residential neighborhoods
Single-family houses
Residential green spaces
Apartments


Mortgages
Electricity grids
Immobilier
Habitat

Infrastructure
Mortgages
Architecture
Housing

Habitat
Mortgages



VOTRE PARTENAIRE DE RÉFÉRENCE EN AFRIQUE DE L'OUEST

➤➤➤ VOTRE CONCESSIONNAIRE CAT®
POUR VOUS ACCOMPAGNER
SUR TOUS VOS PROJETS :

ÉNERGIE
MINES
CONSTRUCTION &
INFRASTRUCTURES

+ 50 000 m²
d'Installations

Un Réseau de
+ 2 000
Collaborateurs



2 Centres de
Reconditionnement
de Composants

1 Centre
de Formation
Régional

+ 1 600
Modèles suivis

Un parc actif de
23 000
Équipements



LET'S DO THE WORK.™

© 2022 Caterpillar. Tous droits réservés. CAT, CATERPILLAR, LET'S DO THE WORK, leurs logos respectifs, le couleur «Caterpillar Yellow» et l'habillage commercial «Power Edge» ainsi que l'identité visuelle de l'entreprise et des produits qui figurent dans le présent document, sont des marques déposées de Caterpillar qui ne peuvent pas être utilisées sans autorisation.

JA Delmas 

WWW.JADELMAS.COM

Concession: jad@ja-delmas.com